

408-103

XII^e Année

N^o 67

Janvier-Février 1931

REVUE de la CORSE

ANCIENNE et MODERNE

Historique, Littéraire et Bibliographique



SOMMAIRE

	Pages
COLONNA DE GIOVEL- LINA (Général).....	<i>Le général François Gaffori</i> 1
AJUTELLO (PIERRE).....	<i>La croisade d'Ugo Co- lonna</i> 14
AMBROSI (AMBROISE)....	<i>Au lendemain de l'occu- pation de la Corse par les Français</i> 23
VINCENTELLI (A.-F.)...	<i>Pour le Cédratier corse</i> . 30

Bibliographie et Nouvelles

A NOS LECTEURS

La *Revue de la Corse*, fondée en 1919 par M. CLAVEL, se tient à l'écart de toute question politique et ne se soucie que des questions scientifiques et économiques relatives à la grande île française. C'est une publication illustrée de 46 pages au moins et paraissant tous les deux mois, soit six numéros par an.

La Direction, toujours désireuse de conserver à cette Revue son caractère de vulgarisation des questions corse, maintient, pour les anciens abonnés les prix de quinze francs (France et Colonies) et vingt francs (étranger), comme montant de l'abonnement annuel.

Toutefois, la Direction, pour lui permettre d'accroître l'abondance du texte et de l'illustration, accepte volontiers que les abonnés portent spontanément leur versement à *vingt et à vingt-cinq francs* comme les nouveaux.

Elle leur demande davantage : c'est de communiquer la Revue et de recruter des abonnés. Plus le nombre en sera grand, plus l'importance du périodique augmentera.

Elle accepte enfin les offres de publicité commerciale (feuilles rouges) dans le seul but de couvrir en partie ses dépenses. Les tarifs, identiques à ceux des autres Revues, sont *de 400 francs pour une page annuelle, de 250 francs pour une demi-page, de 125 francs pour un quart de page.*

Encourager cette Revue est un acte de patriotisme qui n'a jamais été plus nécessaire.



DIRECTION :

Professeur A. AMBROSI-R., 9, Place du Général-Berret, PARIS (XV°)



Le général François Gaffori

(1744-1796)

C'est le 14 août 1744, à Corte, que naquit le jeune François Gaffori (1), fils unique du fameux Jean-Pierre, ce médecin dont les Corses firent, plus tard, un de leurs triumvirs (2) et leur généralissime contre Gênes et dont Gregorovius a dit que l'esprit de Sampiero semblait revivre dans cet homme indomptable. L'acte de baptême de l'enfant nous apprend que sa mère avait pour prénom Faustine. Quant à lui, dès l'âge le plus tendre (moins de deux ans) il faillit, comme le relate l'histoire, être l'innocente victime des luttes acharnées qui ensanglantèrent cette époque (3). Son dossier existe encore au Ministère de la Guerre (Archives administratives), au nom du général de Gafforio ou de Gaffori (on y trouve les deux orthographes) maréchal de camp sous Louis XVI.

Notre compatriote, devenu un gentilhomme français, obtint en effet ce grade le 9 mars 1788, après avoir débuté le 1^{er}

(1) Dans un précédent travail relatif au général Cervoni, il a été fait mention de plusieurs erreurs le concernant et l'une d'elles se rapportait à ses relations de service avec un certain général, appelé à tort Gastory ou Gastori, que nous avons démontré dans le n° 64 de cette Revue (page 173) n'être que le général de Gaffori ou de Gafforio, le fils unique du grand patriote dont la ville de Corte, avec sa statue et sa vieille maison encore criblée de balles génoises fait plus particulièrement revivre le souvenir, et dont les éclatants services et la mort tragique, en 1753, sont trop connus pour qu'après tant d'autres, nous ayons le désir de les rappeler.

L'occasion nous est ainsi fournie d'augmenter d'une unité la petite galerie commencée de généraux corses et de présenter un personnage évidemment de second plan, mais encore intéressant, quoique mort prématurément, au point de vue militaire et surtout psychologique.

(2) Au mois d'août 1743, les Corses élurent comme « Protecteurs de la Nation » l'abbé Ignaziu Venturini, Giovan Pietru Gaffori et Alessiu Matra.

(3) Voir notamment l'ouvrage de l'abbé de Germanes, tome 2, page 82 et celui de Jacobi, tome 2, p. 205. Tous les deux ont fait en détail le récit de ce tragique épisode où l'enfant échappa miraculeusement au terrible danger auquel son père, nouveau Brutus, n'avait pas dans son abnégation patriotique, hésité à le laisser exposé.

septembre 1769 comme capitaine de dragons dans la Légion corse (4), y avoir eu rang de major le 16 avril 1771, avoir été promu colonel du Régiment Provincial corse, le 23 août 1772 et brigadier le 1^{er} janvier 1784 (5).

Qu'on ne s'étonne pas de cette particule, inconnue jusqu'à dans les pays de la Corse, dont Gafforio — puisque Gafforio il y a — avait fait précéder son nom. Cette adjonction devint d'un usage fréquent, après la conquête, pour beaucoup de familles appartenant à l'aristocratie corse et désireuses de montrer leur attachement à la patrie nouvelle. Cette mode, ainsi que celle des cheveux poudrés, ne pouvait que complaire aux nouveaux maîtres de la Corse, et fut vite adoptée par ceux qui voulaient se mettre sur un pied d'égalité avec les élégants continentaux, avec ceux dont la Cour de Versailles était le modèle. Colonna de Cesari Rocca, dans son curieux article sur **la Formation et l'Evolution des Noms de Famille en Corse**, (Revue de la Corse, n^{os} 1 et 2) nous apprend qu'on les appelait dans l'île des « **Cipriati** ».

*
* *

Nous avons dit que la carrière militaire de Gafforio (nous nous rallions à cette dernière variante de son nom) commença en 1769 par sa nomination de capitaine de dragons à la Légion corse. (Pour la composition du corps d'officiers, l'uniforme, etc., voir l'ouvrage de Xavier Poli). Il avait alors vingt-cinq ans, et seulement neuf quand son père fut assassiné, en octobre 1753, à l'instigation du gouvernement génois et de son commissaire Grimaldi (6).

Mais entre ces deux dates, quelle fut la vie du jeune Francescu, mêlé de si bonne heure aux luttes épiques de ce

(4) Créé par ordonnance du 16 mai 1769, ce corps mixte qui dura jusqu'en 1775 comprenait 17 compagnies, une de grenadiers, 8 de fusiliers et 8 de dragons (V. Xavier Poli, **Histoire militaire des Corses**, tome 2, p. 219).

(5) Dans l'ancienne armée royale, depuis Louis XIV et jusqu'à leur suppression en 1788, il y eut des brigadiers d'infanterie, de cavalerie et de dragons. Sur « l'Etat Militaire » de cette année, la dernière qui en fasse mention, on compte 282 des premiers, 112 des seconds et 48 des troisièmes. Ce grade de « Brigadier des armées du Roi » pouvait se cumuler avec celui de Colonel, et un certain nombre de chefs de corps l'obtenaient. Honorifique en temps de paix, il permettait, en campagne de commander deux régiments.

(6) Les deux Toméi, ses ennemis personnels, qui réalisèrent cet assassinat, purent se réfugier à Bastia, mais leur maison de Corte fut rasée, et l'est sans doute encore. (Voir l'indicateur Clavel). Quant au frère de la victime, Antonin Francescu, le « Caïn Corse », qui avait trempé dans cet assassinat, il fut roué vif.



(Photo A. Ambrosi)

Maison et Statue de Jean-Pierre GAFFORI, à Corte

(On sait que Jean-Pierre Gaffori, père de François Gaffori, fut élu chef de la révolte contre Gênes par ses compatriotes et assassiné le 3 Octobre 1753, on remarquera sur la façade de sa maison les traces des balles génoises).

temps ? Nous avouons ne posséder sur cette tranche de son passé qu'une assez vague documentation. Si le père avait vécu davantage, le fils l'eut, sans aucun doute, secondé dans son action politique et guerrière, dès que son âge le lui aurait permis. Mais, livré à lui-même, devenu homme et responsable de ses propres actions, quelle fut sa ligne de conduite et de quel côté penchèrent ses préférences ?

On peut dire que tous les insulaires communiaient dans la même haine contre la tyrannie de Gênes. Mais pour le reste ils étaient divisés, et leur patriotisme ne comprenait pas de la même façon le salut et l'avenir de leur pays. Pascal Paoli fut élu au Généralat (Juillet 1755) par la majorité de ses compatriotes, mais sans remonter aux souvenirs du xvi^e siècle, de Henri II et de son Vice-roi, de Sampiero surtout, il n'en existait pas moins un parti français qui sous l'habile direction des généraux de Boissieux, de Maillebois, de Cursay, de celui-ci surtout qui emporta tant de regrets, avait pendant quinze ans (de 1737 à 1752) favorisé sa naissance et ses progrès. Gafforio devait sympathiser avec ce parti et il n'est pas besoin de son propre aveu (voir aux Appendices sa lettre au marquis de Monteynard, ministre de la guerre), pour le constater.

Il serait difficile de préciser à quel moment le futur maréchal de camp, à qui le prestige de son nom et la conscience de ses qualités naturelles permettaient d'être ambitieux, devint le compagnon d'armes de Paoli qui en fit un des chefs principaux de son armée de milices. En tous cas, Mgr Girolami-Cortona (*Histoire de la Corse*, page 368), énumérant les cadres supérieurs de cette levée en masse de trente mille hommes chargés de résister à outrance aux troupes du marquis de Chauvelin (Mai 1768), le mentionne ainsi que Jacques Abbatucci, comme officiers généraux (7). Une douzaine d'autres Corses des meilleures familles, jeunes pour la plupart, étaient colonels, Gentili notamment, son cadet de deux ans, dont nous avons déjà retracé la carrière.

Mais Gafforio n'eut pas la farouche intransigeance du précédent qui, lui du moins, ne donna jamais lieu, bien au contraire, à des appréciations pareilles à celles que nous trouvons formulées dans l'ouvrage que l'écrivain ecclésiastique

(7) Jacobi, tome II, pp. 330 à 334, décrivant la sanglante bataille de Borgu qui se termina par la capitulation du colonel de Ludre et d'environ 600 Français (octobre 1769) cite Gafforio comme un des chefs corses chargés d'assaillir les retranchements à l'Est de ce gros village.

précité a fait paraître en 1906 (voir ci-dessous, les notes 8, 9 et 10, que nous n'accompagnons d'aucun commentaire). Dans une autre histoire de Corse datant de 1847, celle de Friess de Colonna, Gafforio n'est pas mieux traité (11) et si Pommereul, historien doublé d'un officier ayant fait cette campagne (12) et, bien renseigné seulement du côté français, semble ignorer Gafforio, par contre, celle de Jacobi, qui est postérieure (1835) ne manque pas de blâmer (p. 368), quoique en termes mesurés, le rôle négatif de notre général corse dans la défense de Lentu (13). On sait quel avantage en ti-

(8) Mathieu Buttafoco « un traître », ainsi s'exprime Mgr Girolamo Cortona. Le lieutenant Bonaparte, dans sa fameuse lettre, ne fut pas moins sévère. Officier supérieur dans le Royal-Corse, au service de la France, l'accompagnait Chauvelin. Envoyé par Paoli auprès de Choiseul, pour conjurer l'orage il se laissa séduire, entraîna dans sa défection ses parents, les Ceccaldi, etc., et fit fortement soupçonner Gaffori, beau-frère de Ceccaldi. D'autres Corses, officiers dans les armées françaises, les Marengo, les Rossi, aimèrent mieux renoncer à leur grade plutôt que de combattre contre leur patrie (Histoire de la Corse, page 369). A cette heure décisive pour la Corse, on comprend que de nombreux insulaires aient jugé la résistance inutile et accepté la soumission à la France qui leur était sympathique.

(9) « En vain le colonel Gentili s'improvise général et essaye d'arrêter le désordre (il s'agit de la bataille de Ponte-Novu et du fatal épisode du pont). On attendait Gaffori, mais il ne parut pas malgré l'impatience de ses hommes qui voulaient courir au secours de leurs frères. Gaffori arriva longtemps après l'heure convenue... » (même ouvrage, page 382).

(10) M. de Vaux s'empare du Rostinu, après une lutte assez vive. Toutes les populations environnantes se soumettent. Gaffori, dont la conduite a donné des soupçons, promet de défendre Corte, mais il se rend aussitôt qu'il voit arriver les premières colonnes françaises (même ouvrage, page 384).

On peut rapprocher de cette citation celle que nous empruntons à M. Ambrosi (*Histoire des Corses*, p. 435) : « Le départ de Paoli qui avait organisé la résistance calma instantanément presque toutes les ardeurs belliqueuses. Gaffori s'était précipité au devant du comte de Vaux qui entra dans Corte sans tirer un coup de fusil ».

(11) « Paoli alla s'établir à Rostinu, confiant à Gafforio le soin de défendre Lentu, et à Giocante Grimaldi celui de défendre Canavaggiu, deux positions par lesquelles l'ennemi aurait pu pénétrer dans l'intérieur, mais ces deux officiers ne s'acquittèrent pas loyalement de la mission qu'ils avaient reçue : ils se hâtèrent de céder le terrain à l'ennemi sans combattre (p. 138) ». On peut penser que devant la supériorité du nombre, ces deux Corses préférèrent ne pas sacrifier leurs compagnons.

(12) Cf. dans l'édition de 1779 le deuxième volume, pages 298 et suivantes.

(13) Nos efforts, dit cet historien, pour mettre à nu la vérité sur les événements de cette campagne décisive, nous ont laissé dans le doute sur les motifs de la conduite du capitaine Gaffori, qui chargé d'occuper Lentu ne s'acquitta point de la mission et donna pour excuse que les habitants avaient exprimé le désir de ne pas être exposés par sa présence aux suites d'un assaut. La manière dont il se comporta ultérieurement fit penser qu'il avait pu exister entre lui et Buttafoco quelque intrigue pour favoriser l'invasion (tome II, page 368).

rèrent les troupes du général de Vaux, à la désastreuse journée de Ponte Novu.

Cette quasi unanimité d'opinion, chez les auteurs que nous venons de citer, jette une ombre pénible sur la mémoire du fils du grand Gaffori. Il vaut mieux ne pas insister et passer tout de suite à la seconde partie de sa vie, celle qui s'écoula au service de la France, dans l'armée royale.

★★

Comme l'a écrit récemment M. Louis Villat, dans son beau livre sur la Corse de 1768 à 1789, (tome 1, p. 63), il y avait une sorte de prime offerte « à ceux — disait la parole royale — qui se montreront les plus zélés et les plus prompts à se soumettre à notre obéissance » et l'ancien officier paoliste avait donné trop de preuves de ses affinités françaises pour qu'on ne lui en sût pas grand gré.

Aussi, lorsqu'après la conquête fut créée une Légion corse, y fut-il admis immédiatement avec le grade de capitaine qui, ne l'oublions pas, était à cette époque un grade supérieur.

Ce corps « amphibie » formé à Tarascon, avec le marquis d'Arcambal, brigadier d'infanterie, comme colonel propriétaire, le célèbre comte de Guibert comme colonel commandant, et Mathieu de Petriconi comme lieutenant-colonel, tint garnison à Libourne, à Strasbourg, puis encore à Libourne. Pendant ces cinq ans d'existence, il n'eut jamais l'occasion de faire la guerre, mais il est bon de noter qu'à l'école du colonel de Guibert, un théoricien de la tactique, se forma une pépinière d'officiers qui sauront, quand l'occasion se présentera, augmenter la bonne réputation de la Corse.

Les officiers d'infanterie étaient tous Corses ; dans les compagnies de dragons, il n'y avait que les capitaines de Gafforio, Joseph Marie de Casabianca et Jacques Pierre Abbaticci, tous les autres étaient Français. Remarquons en passant que si Gafforio et Abbaticci étaient collègues dans le nouveau corps et y avaient obtenu d'emblée un grade envié, que si tous les deux étaient franchement ralliés à la France, l'analogie s'arrête là. Leur conduite antérieure n'avait pas été la même et le second avait, jusqu'au dernier moment, fait preuve à l'égard de Paoli d'une fidélité et d'un dévouement d'autant plus méritoires qu'à un certain moment ils avaient été franchement ennemis. Il ne se crut relevé de ses devoirs envers lui qu'après l'embarquement du général qui ne voulut pas faire couler inutilement le sang de ses compatriotes pour une cause qui était perdue.

Pour en revenir à Gafforio, les faveurs continuaient à « pleuvoir » sur lui. Au bout d'un an et demi on lui donnait le rang de major et seize mois plus tard, il devenait directement colonel du régiment Provincial Corse. Enfin, brigadier en janvier 1784, il était promu maréchal de camp en 1788, et nous ne devons pas omettre qu'en Avril 1780 il avait reçu la croix de Saint Louis, demandée, pour lui, dès 74 par le comte de Marbeuf, et en 79 par le baron de Salis, inspecteur des troupes en Corse. La vie de garnison entremêlée de tournées de police qu'il a pu mener dans ces divers grades, les services qu'il a pu y rendre sont restés à peu près dans l'obscurité sauf la trop célèbre expédition de 1774 dans le Niolu, suivie de l'investissement d'Aleria (épisode de Nicodème Pasqualini). Et notre intérêt ne doit s'attacher de nouveau au jeune général (il n'avait encore que 44 ans) qu'à partir du moment où il fut nommé en Corse adjoint au vicomte de Barrin.

On espérait ainsi remédier à la faiblesse de ce dernier, et c'est dans ces dernières fonctions, politiques autant que militaires, que nous allons pouvoir, en traduisant Renucci, juger de la façon dont Gafforio seconda son chef et l'aida dans une tâche que l'approche de la Révolution rendait de plus en plus délicate.

C'est à la fin du mois d'août 1789 (14) que le maréchal de camp de Gafforio fut désigné pour seconder le général de Barrin, commandant en chef dans l'île depuis la mort du premier titulaire dont il était loin d'avoir les qualités.

Armand Charles de la Gallissonnière, vicomte de Barrin, le pâle successeur de Marbeuf, plus connu d'abord sous le nom de « chevalier de la Gallissonnière » qu'il portait encore comme colonel du régiment de Cambrésis, avait eu une carrière militaire des plus honorables. Il s'était trouvé à six batailles et à huit sièges, avait fait avec distinction la guerre en Allemagne, avait été blessé à Prague (1741), était parvenu au grade de maréchal de camp le 25 juillet 1762 et, en cette qualité, avait commandé à un moment donné les troupes de « l'Isle de France ». Nommé lieutenant-général le 5 décembre 1781, il fut employé d'abord en Bretagne (15), puis fut désigné en 1786 pour commander en Corse.

(14) L'année même où mourut à Sartène, à l'âge de 74 ans, le maréchal de camp de Sionville dont on lira plus tard aux Appendices les états de service détaillés.

(15) Qui était d'ailleurs son pays d'origine (château de la Ragoitière, paroisse de Vallet, diocèse de Nantes) et où il obtint son dernier commandement après son insuccès, ses déboires en Corse et son rappel en France.

C'est à la suite d'un rapport au roi, qu'on trouvera aux Appendices, et auquel le souverain donna son approbation, que le général de Gafforio, d'ailleurs fort bien noté et avec l'appui du comte de Buttafoco, très bien en cour et très influent pour les affaires insulaires (16), obtint de revenir en Corse où, ainsi qu'il a été dit précédemment, il avait commandé longtemps, en qualité de colonel, le régiment Provincial.

Cette fois, il allait encore et sur sa demande, avoir sous ses ordres, comme officier général, ce corps spécial, véritable gendarmerie indigène sur laquelle on comptait pour assurer l'ordre dans le pays, les sanctions de la justice et notamment la répression du banditisme. Bien plus, comme adjoint au commandant en chef, ainsi que le nommaient ses lettres de service, il était le premier hiérarchiquement après Barrin, et son énergie, son esprit de décision allaient, pensait-on, suppléer à la mentalité hésitante et timorée du vieux soldat qui était son chef.

Gafforio débarqua dans l'île le 16 septembre 1789, avec le régiment suisse Salis-Grisons (17), et nous voilà arrivés maintenant à la dernière partie de sa vie, partie qu'on peut dire exclusivement politique.

En France, les Etats Généraux réunis le 5 mai 1789, se sont transformés, dès le 17 juin, en Assemblée nationale. La Corse y est représentée par quatre députés, Mathieu de Buttafoco pour la noblesse, l'abbé Peretti pour le clergé, l'avocat Saliceti et Colonna de Cesari Rocca pour le tiers-état.

Les passions s'échauffent et les événements se précipitent. En France, après la prise de la Bastille, le 14 juillet, ce sont les journées des 5 et 6 octobre, l'obligation pour la famille royale de quitter Versailles, et, pour le Souverain la grave diminution de son prestige et de son autorité, en attendant la déchéance totale et le pire destin.

Parallèlement en Corse, surtout dans les villes, les circonstances deviennent graves. Pendant qu'à l'Assemblée, qui a suivi Louis XVI aux Tuileries (Salle du Manège), Saliceti et Colonna Cesari se montrent favorables à la Révolution,

(16) Gaffori était d'ailleurs le beau-père de Buttafoco. Sur le rôle de Gaffori en Corse à cette époque, on complètera utilement notre article par la lecture de celui de M. Franceschini : **La Corse aux premiers temps de la Révolution**, paru dans la **Revue de la Corse** en 1930.

(17) Il y remplaçait numériquement le général de Beaumanoir qui, pressant la mauvaise tournure des événements, venait de se faire mettre à la retraite.

Buttafoco et Peretti encouragent la réaction dans l'île. Dans ce département de nouvelle création (18) deux partis divisent les esprits : d'un côté le clergé de Bastia et d'Ajaccio, soutenu par Gafforio qui dispose de la force armée, amène le peuple. De l'autre, une jeunesse exaltée, à la tête de laquelle se trouvent les frères Bonaparte et Pozzo di Borgo, envoie des adresses pour faire le procès du gouvernement bourbonien et affirme son dévouement à la Révolution. C'est le 23 janvier « l'an second » (1790) que Napoléon écrit à Buttafoco sa fameuse lettre d'une ironie si cinglante (19). A Bastia, le sang coule et le colonel de Rully, commandant le régiment du Maine (20) et dont l'attitude provocante, a-t-on dit, a indisposé le peuple, est sauvagement tué le 18 avril (21). La proclamation de la Constitution civile du clergé suscite le mécontentement des insulaires, en général profondément religieux, et sa mise à exécution amène les Bastiais à d'autres émeutes.

A Ajaccio comme à Bastia, les esprits étaient également très excités et l'attitude du jeune lieutenant d'artillerie Bonaparte, venu en congé de sa garnison d'Auxonne, tribun fougueux (22) se dépensant entre les deux villes, n'était pas faite pour les calmer. Le général de Barrin, effrayé des mou-

(18) Les anciennes divisions territoriales venaient d'être supprimées et remplacées par quatre-vingt-trois départements (15 janvier 1790). La Corse en constituait un : depuis le décret du 30 novembre 89 de l'Assemblée Constituante, sanctionné par le roi, elle avait cessé d'être sous un régime d'exception et devenait « partie intégrante de l'empire français ».

(19) Cette lettre, d'ailleurs bien connue, a été reproduite par plusieurs historiens, notamment par Arthur Chuquet (*La Jeunesse de Napoléon*, tome III) et par le Conseiller à la Cour de Bastia T. Nasica (*Mémoires sur l'enfance et la jeunesse de Napoléon I^{er}*, écrits de 1821 à 1829 et publiés en 1852, par son neveu le chanoine Nasica, alors aumônier du Lycée de Bastia).

(20) Il y avait alors en Corse, outre le Régiment Provincial, quatre régiments de l'armée royale : le régiment du Maine, celui de Limosin (sic) celui d'Ernest et enfin, le dernier venu, le régiment suisse (Grisons) de Salis.

(21) En ce qui concerne l'attitude provocante du colonel, Renucci s'exprime ainsi dans la *Storia di Corsica*, livre 5, p. 253 : « Si fa calca di soldati intorno a lui ; allora a voce altissima dice loro : Mie camerate, ho l'ordine del ministro d'imbarcarvi, domani partiremo ; ho portato bon piombo e migliore polvere : vedremo se i Bastiesi ci faranno la legge ». Quant à son assassinat, il est relaté en ces termes : le conte di Rully allora presentosi coraggiosamente sulla porta a petto scoperto per calmare con dolci maniere gli ammutinati. Ma appena vedutolo, appena apri la bocca : « cittadini... due moschetate partite dalla folla lo stramazzarono spinto a terra ».

(22) L'animosité de Bonaparte s'exerçait contre le régime d'alors que ses principes républicains et le souvenir de la défaite de Pontenovu lui faisaient détester, et non contre la personne de Louis XVI à qui il conservait de la gratitude pour les bienfaits que sa famille en avait reçus.

vements populaires dans cette dernière ville et « craignant le progrès des idées nouvelles, nous dit Nasica à qui nous empruntons ce passage, détacha Gaffori pour étouffer un élan qui, à son avis, pouvait avoir des conséquences fâcheuses. Sous l'égide d'un nom illustre et cher aux Corses, on espérait pouvoir empêcher, ou du moins retarder dans l'île, la Révolution qui venait de s'accomplir sur le continent.

« Gaffori, bon gré mal gré, se chargea de cette mission odieuse. Il n'en fallut pas davantage pour qu'il perdît tout d'un coup l'héritage de popularité qu'il tenait de ses aïeux...

Les patriotes qui n'avaient pas répondu à l'appel des Ajacciens ne répondirent pas davantage à celui de cet étrange coryphée du pouvoir...

« Gaffori partit enfin pour sa mission le cœur navré de voir s'évanouir la confiance et la popularité qu'il ambitionnait. Il ne rencontra sur sa route que des visages tristes et abattus... Dans les premiers jours d'octobre (1790) il se présenta aux portes d'Ajaccio ; il y fut reçu par une foule morne, silencieuse. A peine fut-il introduit dans la ville..... qu'il craignit qu'un accueil aussi dédaigneux, aussi improbateur, ne fut l'avant-coureur de la vengeance publique.

« Il descendit chez Bacciocchi, plus tard prince de Lucques et de Piombino, qui lui offrit, dans une circonstance aussi critique, une généreuse hospitalité. Il s'y tint renfermé pendant trois jours au bout desquels il partit (23) après avoir vainement sondé les esprits, emportant le repentir de sa mission, la conscience de sa défaite, et tout saisi lui-même de la crainte qu'il avait voulu inspirer. » (Nasica, ouvrage cité, p. 95).

Peut-être Gaffori avait-il le pressentiment de ce qui allait arriver. Ses jours, en effet, étaient comptés — au point de vue de la durée de son commandement bien entendu — et tous ses efforts pour se rendre favorable l'opinion publique (Voyage d'Orezza, long plaidoyer justificatif) allaient être insuffisants pour le maintenir en Corse (24). Et après tout, cela valait-il mieux pour lui. Paoli qu'il avait si mal secondé, pour ne pas dire trahi, vingt-et-un ans auparavant,

(23) Ce n'est pas tout à fait ce que dit Chuquet qu'il faut lire à la page 78, du tome 2 (La Révolution) de *la Jeunesse de Napoléon*.

(24) Voir dans Renucci (tome I, livre 4) le texte du mémoire long plaidoyer *pro domo sua* que Gaffori, accusé d'esprit rétrograde et de mauvaise volonté à organiser en Corse la nouvelle garde nationale, adressa à ses compatriotes. Voir également (id. livre 5) les détails de son entrevue de courtoisie conciliante avec l'Assemblée d'Orezza, en septembre 1790.

ne l'avait pas oublié et allait, tardivement mais sévèrement, l'en punir.

On sait que sur la proposition de Saliceti et l'intervention de Mirabeau (ce fut le 30 Novembre 89) l'Assemblée nationale avait voté l'amnistie de tous les exilés politiques, et, en vertu de ce décret que le roi sanctionna immédiatement, le grand exilé quittant Londres, où une députation de Corse était allé le chercher, avait été à Paris, pendant deux mois, l'objet de l'admiration générale et d'acclamations qui se renouvelèrent à Toulon, où il s'embarquait le 14 Juillet, et à Bastia, le 17, où il faisait une entrée triomphale.

Là, se place un incident dont nous allons faire le récit, d'après le remarquable ouvrage de M. Marcaggi « **La genèse de Napoléon**, p. 216 : « Aussitôt débarqué à Bastia, Paoli avait accueilli très froidement le général de Barrin, le Conseil Supérieur, l'évêque de Bastia, tout ce qui était soupçonné de manquer d'enthousiasme pour sa personne. Gaffori, rassuré sur les sentiments du général qu'on lui avait dépeints comme très bienveillants à son égard, avait pris la peine de lui rendre visite. Paoli l'avait accueilli par ces mots : « Et bien Gaffori, tu es toujours petit ? » Gaffori était en effet petit de taille, mais il faisait plutôt allusion à son esprit, car lorsqu'il s'avançait pour l'embrasser, Paoli se déroba, prétextant une fluxion à la joue. L'humiliation était sanglante ; ensuite Paoli blâma sa conduite, l'engagea à quitter la Corse, et comme Gaffori protestait, il le fit embarquer de force sur un ordre du Conseil supérieur » (25).



Nous ne sommes pas très fixés sur les dernières années du général. Nous savons par Mgr Girolami-Cortona qu'il mourut en 1796, et par Chuquet que ce fut en février, à Corte. Mais après que Paoli se fut débarrassé de lui, comme

(25) Ne serait-ce pas plutôt : Comité supérieur ? Ce comité ou junte, dont il a été déjà question à la note 24, n'avait pas d'existence légale, mais en ce temps de révolution disposait d'une grande autorité. Plus tard, il se transporta à Orezza, et, en somme, rendit des services pour la pacification dans l'île.

C'est cette junte ou Consulte qui réorganisa l'administration de l'île, en nomma Paoli président et commandant général des gardes nationales (avec Colonna Cesari comme commandant en second), décida du licenciement du Régiment provincial, très impopulaire, provoqua la suppression du Conseil supérieur, distribua le blâme ou l'éloge à tel ou tel député corse suivant sa nuance politique, etc., etc. Bref, ses membres se comportèrent en « constituants au petit pied ».

nous venons de le dire, et avant de revenir mourir dans la maison ancestrale, quelle fut son existence finale ? Emigra-t-il et où ?

Renucci nous apprend qu'il ne resta pas en France et se retira avec son gendre et tous les siens en Toscane (26). Le grand-duc régnant Ferdinand III était le neveu de la reine Marie-Antoinette et sans doute les deux officiers français y trouvèrent-ils bon accueil. En tous cas ils trouvèrent un refuge, un asile contre les orages de la Révolution et contre cette guillotine qui, sous le régime de la Terreur, fonctionna sans interruption de mai 93, chute des Girondins, jusqu'en juillet 94 (9 thermidor) chute de Robespierre.

Il n'est pas question de Gaffori en Corse pendant les deux ans d'occupation anglaise, et il est probable que tant que Paoli, avec qui il ne devait pas désirer se rencontrer, resta dans l'île (c'est-à-dire jusqu'en 1795, époque de son retour définitif en Angleterre), il ne se risqua pas lui-même à réintégrer le pays natal, à venir s'y terrer obscurément.

Mais tout cela est du domaine des suppositions, et peu importe d'ailleurs. A ce moment, le rôle de Gaffori est bien fini et s'il faut encore s'occuper de lui, c'est pour porter une appréciation d'ensemble sur ce fils de Corse dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il ne valait pas son père (27). Ce jugement définitif fera l'objet de notre paragraphe final, mais auparavant nous compléterons celui-ci par quelques indications familiales :

La mère de Gaffori était une Matra (famille caporale dont il est fait mention depuis le XIV^e siècle, nous dit Colonna de Cesari Rocca). Son beau-frère était un Ceccaldi ; sa fille, Marie-Anne, épousa Buttafoco (28) dont le roi Très-Chrétien et son ministre Choiseul firent un Comte (Lettres patentes de Juillet 1781).

(26) Il conte Buttafoco ed il suocero marescial di campo Gaffori migrarono dal continente francese in Italia. Madonna Gaffori colla sua famiglia e con qualche seguito s'imbaco palesamente per raggiungere il maito nella penisola (livre 6, page 344).

L'abbé A. Rossi (*Osservazioni storiche*, livre XIV, p. 287), toujours bien informé, raconte que Mme Gaffori était allée dans le Rostinu pour solliciter la bienveillance de P. Paoli, en faveur de sa famille composée de onze enfants (**poichè avea il numero di undici figliuoli**). Son mari lui reprocha d'être allée complimenter « le bourreau de ses enfants ». Ses deux fils aînés furent en effet emprisonnés par ordre des autorités du département, à l'instigation de Paoli, disait-on.

(27) « Non valsero i meriti di Gian Pietro Gaffori suo padre, generale dell' Corsi nella guerra dell' « indipendenza » (Renucci, tome I, page 221).

(28) La mère de M. de Buttafoco s'appelait Contessa Colonna-Ceccaldi.

Comme descendance, il eut, outre sa fille, de nombreux fils. A son dossier se trouve une lettre adressée au maréchal Vaillant, Ministre de la guerre, par le capitaine Gaffori du 79^e de ligne à Paris (il avait repris l'ancienne orthographe corse) et dans laquelle il sollicite, à la date du 27 septembre 1858, la communication des services militaires de son grand-père. Fait chevalier de la Légion d'Honneur en 1859, cet officier, le plus ancien de grade de son régiment, disparut de l'Annuaire l'année suivante, sans doute retraité.

*
* *

Maintenant que, sauf avec quelques légères lacunes, nous avons fait connaître l'ensemble de la vie du général, quelles conclusions en tirer ? C'est là que gît la difficulté, et jamais n'a été plus vrai le vieil adage : vérité en deçà, erreur au delà. Suivant qu'on se place au point de vue strictement corse (de la Corse paoliste, bien entendu), où qu'on voit les événements de 1768 et 69 avec les yeux du duc de Cnoiseul et de ses contemporains, les mêmes actes, les mêmes faits, sont jugés différemment, et il faut le recul de l'Histoire pour les envisager sans passion.

Il est hors de doute qu'on sert mal deux maîtres à la fois et mieux vaut s'abstenir, comme ce fut le cas des officiers du Royal Corse (29). Gafforio revêtu d'un commandement supérieur dans l'armée nationale et, qui plus est, membre de ce Conseil suprême qui assistait le Général de la Nation (30), aurait dû ou franchement démissionner, ou combattre à outrance et non avec l'extrême mollesse qu'on a constatée.

Etroitement uni à Buttafoco, il en partagea les affinités

(29) Au moment de l'expédition de Corse, on songea un instant à faire passer le régiment dans l'île, mais les officiers, de Marengo (Lt-Colonel, rang de colonel) et Camille de Rossi (major), en tête, protestèrent énergiquement contre cette prétention. Bien que Français de cœur et d'âme, parce que la Corse ne pouvait se suffire à elle-même, ils se refusèrent cependant à porter les armes contre leurs compatriotes (**Histoire Militaire des Corses** du capitaine Xavier Poti (tome 2, p. 188).

(30) Le pouvoir exécutif était entre les mains du Général assisté d'un Conseil supérieur, composé de neuf membres élus par les neuf provinces et qui portaient le titre de Conseillers d'Etat. Ce Conseil supérieur pouvait annuler la décision des Consultes (Colonna de Cesari Rocca : **Histoire de la Corse**, p. 293).

D'après Cambiagi (**Storia del Regno di Corsica** (1772), tome 4, p. 100) ces neuf membres étaient : Angiolu Filippi, Francesco Graziani, Luca Ottavio Alessandrini, Francesco Gaffori, Francesco Gentili, Francesco Saverio, Colonna de Leca, Gio Domenico Peretti, Felice Ant. Ferrandi, Luigi Calvelli.

et les variations. Certes, comme nous l'avons dit ailleurs, à propos d'un de nos ascendants (31), la notion du devoir est quelquefois obscure et il est difficile de savoir loyalement opter. Mais si un changement d'opinion, une conversion, peuvent être licites, c'est avec l'obligation d'être non seulement sincères, mais désintéressés. C'est au lecteur à apprécier si malgré d'incontestables qualités, notre héros se trouvait dans ces conditions.

En ce qui nous concerne, il nous coûterait, après les éloges décernés, dans des notices précédentes, à ses contemporains Fiorella, Moroni, Gentili et Cervoni, dont les brillants services et la droiture méritent l'admiration de la postérité, de nous ériger en juge impitoyable et de formuler un blâme peut-être trop sévère. Aussi, pour terminer sur une note plutôt indulgente, nous pourrions, si on veut, appliquer au beau-père (Gafforio) ce que Pommereul, que Colonna de Cesari Rocca a d'ailleurs reproduit (31), a dit du gendre :

« D'autres Corses, dit-il, et qui peut-être raisonnent avec plus de sang-froid, croient que M. de Buttafoco a eu de bons yeux, qu'il a vu l'impossibilité où était le gouvernement national des Corses de se maintenir au milieu des puissances auxquelles cette île convenait, qu'il a bien calculé les possibilités et les événements, et qu'il n'a fait que s'associer au bonheur de son pays, en cherchant à lui donner le seul maître qui lui convint.

C'est par ces lignes, consolantes pour la mémoire de Gafforio, lignes qui empruntent de la valeur à l'autorité et à l'impartialité réelle de celui qui les écrivit il y a plus d'un siècle et demi, que nous clôturons le présent travail.

Général COLONNA DE GIOVELLINA.



(31) **Un Corse d'autrefois** (Bulletin des Sciences Historiques, 3^e trimestre 1924).

(32) Pommereul, tome II, p. 68. Colonna de Cesari Rocca, p. 297.

La croisade d'Ugo Colonna dans le Haut Moyen-Âge

Nos lecteurs connaissent la légende d'Ugo Colonna, seigneur romain, venu de la cité pontificale avec un certain nombre de compagnons, pour expulser les Maures de Corse. Giovanni de la Grossa, notre chroniqueur national, a raconté les péripéties de cette croisade. Dans l'édition publiée par l'abbé Letteron en 1905, ce récit occupe 54 pages (p. 18 à 62). Jusqu'au XVIII^e siècle, les historiens ne mirent pas en doute cette chanson de gestes de nos pères. Mais au XIX^e nombreux sont ceux qui en ont signalé les invraisemblances. L'abbé Letteron lui-même, dans la préface de sa traduction, en a fait une critique savante. Trois questions se posent en effet à l'occasion de ce récit : Ugo Colonna, dont Giovanni fait le chef de l'expédition, a-t-il existé ? La croisade a-t-elle véritablement eu lieu ? A quelle époque s'est-elle déroulée ? Pour nous l'occupation de l'île par les Sarrasins ou Maures (1) sinon en totalité, du moins en partie, est à peu près certaine. Leur expulsion par une croisade venue du continent semble attestée par les faits et les documents. Mais nous doutons de l'authenticité des dates citées par Giovanni (816-850). Un de nos collaborateurs, qui connaît particulièrement la région de Balagne, où se seraient produits quelques-uns des principaux combats de cette époque corse, s'est efforcé ici de constituer un faisceau de preuves attestant la croisade d'Ugo Colonna.

L'importante question historique de la croisade d'Ugo Colonna a passionné et passionnera encore toute personne

(1) Xavier Poli, dans son livre **La Corse dans l'antiquité** (1907) en a donné des preuves sérieuses et nombreuses.

(2) Comment le prétendu Colonna avait-il pu expulser les Sarrasins de Corse, au moment où ces musulmans envahissaient partout le territoire chrétien de la Méditerranée, osaient même débarquer en Toscane en 846 et peu après venir assiéger Rome. Les nombreuses émigrations d'insulaires à Rome, à cette époque, sous le pontificat de Léon IV, sont même une preuve indirecte que l'île était la proie des incursions musulmanes. A la fin du IX^e et même au X^e siècle, les Sarrasins sont encore entreprenants et audacieux dans la Méditerranée. Leur puissance décline à la fin du X^e siècle et si la croisade d'Ugo Colonna eut lieu, on peut la placer ou à la fin de ce siècle ou au moment du XI^e. L'existence d'un Hugues, marquis de Toscane, au XI^e siècle, serait attestée par quelques chartes (si elles ne sont pas antidatées).

s'occupant du passé de notre île. Des preuves si nombreuses sont à son avantage qu'en toute impartialité il faut bien admettre que de tant de souvenirs légendaires doit se dégager, un jour, la vérité sur l'arrivée en Corse de cette expédition romano-papale.

Le **Cosmos catholicus**, revue illustrée, imprimée au Vatican, dans son n° de la 2^e quinzaine d'avril 1900 et sous la signature d'André Ferrato, concluait en faveur de cette croisade du début du ix^e siècle, dans son article : **La Corse et le Saint-Siège**.

Les nombreux détails sur cette expédition sont relatés dans la Chronique du notaire Giov. de la Grossa (1381-1464). Cet annaliste déclare, à la page 231, qu'il a copié ses attestations, dans des livres « *degni di fede, antiqui* », recherchés par lui à travers la Corse.

Bien qu'elle reconnaisse la véracité de certains faits reportés par ce vieil annaliste, la critique traite de « *fabuleuse* » l'histoire de cette époque, sous prétexte que Giov. de la Grossa a ajouté à sa chronique quelques naïves considérations populaires, lesquelles pourtant n'influent nullement sur le fond des événements.

Le seul reproche sérieux à lui faire, c'est d'avoir entassé, à la suite et sans chronologie, l'histoire de chaque famille féodale, ce qui pousse le lecteur non averti de leur passé, à anticiper sur les dates, mais il faut lui savoir gré d'avoir sauvé de l'oubli l'origine des villages et des principales familles, ainsi que les luttes intestines de notre île de Corse.

Sans cette chronique, notre histoire insulaire serait lamentablement décapitée. Montegiani, Ceccaldi, Filippini, ses continuateurs, auraient-ils pu se reconnaître dans ces fougueux conflits de passions féodales ?

La « **Giustificazione delle Rev. di Corsica** » a relevé quelques-unes des preuves pouvant authentifier cette expédition romano-papale et si on tient compte de celles données à la suite, il faudra bien admettre que plusieurs d'entre elles sont pour le moins troublantes.

1°) Les faits de la Chronique

Tout d'abord les faits nous affirment que les interventions pontificales au sujet de la Corse ont été nombreuses. Dès la conquête de l'île, dit la **Chronique**, les chefs de l'expédition Colonna firent hommage de la Corse au pape Pas-

gal 1^{er} (4), lequel accepta d'être leur suzerain. Il leur confirma les titres et les partages des terres ; quant à Ugo Colonna, il le chargea, à titre de seigneur souverain de Corse, de le représenter dans l'île.

Lorsque les Corses furent fatigués de l'anarchie, survenue depuis la mort de leur dernier seigneur souverain, le comte Arrigo Bel Messer, cinquième descendant (5) d'Ugo Colonna (an 1000), ils firent appel à diverses reprises à leur suzerain. Vers 1060, le pape se décida à envoyer dans l'île, à titre de gouverneur pontifical, le marquis de Massa, capitaine de ses galères, lequel mit ordre aux affaires de Corse.

A sa mort son fils lui succéda, mais trop jeune, il ne fut pas respecté par les seigneurs de l'île. De réclamations en réclamations, le pape changea, par quatre fois, les gouverneurs qu'il leur envoya de Rome. Fatigué de toutes ces plaintes, le pape Urbain II se décida en 1098 à placer la Corse sous l'autorité de l'archevêque de Pise et il est curieux de constater que ce prince de l'église porte encore le titre d'archevêque de Pise et de Corse.

Après l'anéantissement de la puissance de Pise, les Génois s'emparèrent de l'île, mais le pape Boniface VIII accorda la Corse comme fief perpétuel à Jacques II, roi d'Aragon (Diplôme du 4 avril 1297).

La dernière intervention papale est due au souverain pontife Nicolas V (1447), lequel confirma à Gênes, sa patrie, la possession de l'île de Corse et cette donation ne fut révoquée qu'en l'an 1768, par le traité signé entre Gênes et la France.

2^o) La Tradition

La tradition n'est pas moins affirmative. Si l'on devait faire peu de cas d'elle, la plus grande partie de l'histoire des peuples devrait être supprimée. Or, la plus constante de nos traditions populaires concerne la conquête de la Corse sur les Maures musulmans par l'expédition romano-papale et elle est résumée dans notre vieille danse : la **Moresca**.

(4) Pascal 1^{er} fut pape de 817 à 824. Sa suzeraineté se rattacheront d'ailleurs à la donation de la Corse faite par Fépin à Etienne III (756).

(5) Si Arrigo fut le cinquième successeur d'Ugo, il faut remarquer que 180 ans environ s'étaient écoulés depuis la fameuse expédition romaine et que chacun des héritiers de Colonna aurait exercé sa souveraineté sur la Corse pendant une quarantaine d'années. Il y a là une invraisemblance qui n'a pas échappé à notre collaborateur.

Ses douze chants ou plutôt figures chorégraphiques ont relaté, à travers les siècles, la conquête de la ville de Mariana, la délivrance de la Corse du joug des infidèles et les faits héroïques d'Ugo Colonna, de Guido Savelli, d'Amundo Nasica, chefs de l'expédition et de leurs compagnons d'armes. Spéciale à notre île, la Mauresque n'était jouée que lors d'une victoire ou d'une fête et ses défis homériques lancés par les figurants entre chaque danse ont stimulé pendant des siècles les mâles vertus de nos pères.

De nos jours, la tradition de cette danse s'est assez bien conservée en haute Balagne dans la région du Giunsani. Toutefois l'ignorance populaire a transformé la ville de Mariana en une princesse du même nom. On trouvera dans l'extrait du « **Voyage en Corse** » (1787) de l'Abbé Gaudin, paru dans la **Revue de la Corse** n° 20 (1926), un aperçu du thème de cette chanson de gestes corses.

N'y a-t-il pas là une preuve suffisante de la croisade entreprise contre les disciples de Mahomet ?

3°) Villages musulmans

L'Abbé Letteron, en écrivant la préface des chroniques de Giov. de la Grossa, mettait en doute l'établissement lui-même des Maures en Corse.

La toponymie de l'intérieur de l'île est pourtant éloquente par ses lieux dits : **Campò ai Mori**, **pianu ai Mori**, **fontana ai Mori**, etc...

En Balagne, nous avons : **a Saracinaia**, près de Monticellu ; **Cepu ai Mori** près de Muru ; les ruines de **Cordova-glia** (petite Cordoue), près de Montemaggiore.

Et que dire aussi des vestiges du village de **Guadiana**, dont l'église dédiée à Ste-Marthe, a été transformée en grange. Ces ruines se trouvent situées sur les rives du torrent de Guadiana et sont accrochées aux flancs du Mont San Perthéu, entre Pioggiola et Mausoléu. Non seulement Guadiana est un mot arabe, mais un grand fleuve de l'Espagne musulmane porte le même nom.

Giov. de la Grossa atteste que les Maures venaient d'Espagne ; les dénominations citées ne le confirment-elles pas ?

5°) La Vallée du Laziu

Le territoire de Corbara (Balagne) est riche en dénominations latines, ainsi qu'on peut s'en rendre compte par

le nom de la délicieuse petite vallée de Laziu (Latium), arrosée par le Tevere (Tibre), encadrée entre le mont Sant' Angelu (citadelle de Rome), le petit mont Céliu (Coelius) et le coteau de la bourgade de Pigna (faubourg de Rome, d'après Morati dans sa **Pratica Manuale**), traversée par la Via Appia (ancien sentier de Corbara à Pigna) et un peu plus loin, le petit mont Guidu (Savelli) 300^m d'altitude.

Morati, dans son ouvrage, dit avoir copié la légende du chrétien Latius, réfugié en l'an 120 dans cette belle vallée Corbaraise (où il aurait édifié la chapelle de N.-D. de Laziu), d'après le livre de l'archidiacre Colonna.

A quelle source cet archidiacre a-t-il puisé ? Nous ne le savons pas, mais il est certain que le culte de la Vierge est bien postérieur aux premiers siècles de l'ère chrétienne ; qu'en l'an 120, la Corse était un diocèse prétorien et que le christianisme ne fut autorisé dans l'Empire qu'en l'an 313 (Edit impérial de Milan) ; que le Sant' Angelu, le principal mont de la région Corbaraise (600^m d'altitude) ne peut avoir eu cette dénomination qu'après l'an 600, époque où le pape St-Grégoire-le-Grand nomma ainsi l'ancien mausolée de l'empereur Hadrien à Rome. Enfin comment expliquer le nom de mont Guido tout proche ?

D'après un manuscrit de l'archiprêtre Manuelli, nous savons que l'antique chapelle de N.-D. de Laziu fut démolie et agrandie pendant sa gestion (1758). Les pierres taillées, ainsi que les nombreux bustes du frontispice, sur lequel figurait un symbolique serpent, furent considérées comme des idoles et mises dans les fondations de la nouvelle chapelle.

A Corbara, on peut voir encore deux de ces têtes en pierre noire. L'une d'elles orne la fontaine de Salicastri et est connue sous le nom de : **U moru di Salicastri** ; l'autre a été fixée dans le mur à l'intérieur de la chapelle de N.-D. des Douleurs.

Des ornements de l'ancienne chapelle, il n'existe plus que des petits bas-reliefs au-dessous des fenêtres, représentant des animaux et la massive statue de la Madone en marbre blanc, tenue en grande vénération par les habitants, sur le socle de laquelle on peut lire cette inscription en chiffres romains : MII (1002).

Le manuscrit du Docteur Giov. Domenico Bartoli de Pigna (6) (fin du XVII^e siècle), après avoir donné la légende de Latius, ajoute que :

(6) Une copie **tronçonnée** du manuscrit Bartoli est à la Préfecture d'Ajaccio. Il est étrange que le copiste ait fait plus de cas

« Nel secolo ottavo tanto la terra del Pastino che del Petricajo furono saccheggiate e quasi intieramente distrutte dai Saracini. Nel 816 (?) i Saracini furono debellati da Guido Savelli, Romano che edificò il villaggio del Guido, sopra Corbara e diede in fuedo la terra del Petricajo al suo capitano Consalvo che vi edificò una torra con pietre quadrate e scalpellate e gli diede il nome di Pigna preso dal suo rione di Roma (1).
 « L'Anno poi 1375, il Pastino, prese il nome di Corbara, come costa da manuscritti del Signor Savelli di Balagna, letti in Roma dal Reverendo signor Don Pietro Muratti, dottor di Legge, di Muro e da lui è statta portata la presente memoria presa in Roma ».

Sur le pic principal du petit mont Guido, se trouve encore le hameau Guido. De plus, il est certain que les Consalvi ont existé à Pigna ; l'un d'eux, le capitaine Consalvi est décédé tout dernièrement dans cette localité.

Devons-nous donc en conclure que Guido Savelli et son vassal Consalvo imitèrent Ugo Colonna, lequel fonda à Mariana, l'église de la Canonica (7) et reconstruisit à Aleria l'église de San Perthéu (7) détruite par les Maures ? C'est du moins ce qu'atteste la chronique, confirmée par le manuscrit du Milanais Philippe de Bursa (1246), cité par Canari, où il était dit que l'inscription du portail de San Perthéu, portait : « **Ugo Magnus, Potens Baro, Dominus Corsicae** ».

6°) Observations sur les Savelli de Balagne

Jusqu'à présent la critique s'est bornée à prendre à partie les auteurs qui ont écrit sur Ugo et la famille romaine des Colonna, sans remarquer les divers témoignages rattachant Guido Savelli et ses descendants à l'antique famille patricienne des Savelli de Rome.

1° La controverse du pape Léon III et du peuple de Rome, fut poussée à l'extrême par la Cour impériale de Constantinople et grâce à l'appui des seigneurs romains qui lui étaient apparentés.

Si Guido Savelli suivit les mêmes directives, c'est que sa parenté avec cette cour byzantine était réelle puisque la mère de l'empereur Constantin était une Savelh, ainsi qu'en font foi Sansovino et le monument de Ste Hélène à

de la légende de Latius, que de ce fait ayant trait à l'Histoire, donné ci-dessus et qu'il a complètement délaissé.

(7) Ces églises ne sont certainement pas antérieures au XI^e siècle. Voir Mérimée : **Voyage en Corse**.

St-Jean de Latran, par Jacques del Duca, lequel porte à sa base : *Helenae Sabellae*.

2° La critique s'appuie sur le fait que sur les 301 membres inscrits depuis l'an 1100 dans les **Memorie Colonesi**, aucun autre Colonna ne porte le prénom d'Ugo.

Dans son œuvre : **Dell'origine e de' Fatti delle famiglie illustri d'Italia**, au chapitre : Signori Savelli, l'auteur F. Sansovino (1582), non seulement cite Guido parmi les personnages de cette famille, mais il atteste qu'un autre Guido Savelli fut nommé cardinal par le pape Adrien IV (1154-1159).

3° Après le partage de l'île de Corse, la Chronique nous donne le nom des fiefs et de leurs bénéficiaires. Comment expliquer autrement, que, dans ces anciennes provinces, fourmillent encore à présent des noms de familles semblables à ceux de leurs anciens seigneurs : Cinarca (Colonna) ; Balagne (Savelli) ; Corte (Nasica), etc... ?

4° Délivrés des Maures par des Romains, les Corses du ^{xii}^e siècle ne voulurent plus de gouverneurs étrangers (les marquis de Massa, natifs de Toscane), mais de vrais Romains. Parmi les quatre gouverneurs pontificaux envoyés de Rome (1075 à 1098), figure un Savelli. Il fut rappelé par le Souverain Pontife parce que des Corses l'accusaient de trop favoriser ses parents, les Savelli de Sant'Antoninu (dits les Pinaschi, c'est-à-dire descendants du comte Pino, fils de Guido Savelli, seigneur de la Balagne) et leurs amis.

5° La même chronique raconte l'arrivée de Lasco Pisceno d'Ancône, exilé en Corse au début du ^{xiii}^e siècle. Giov. de la Grossa a l'air de croire que cet exilé arriva comme par hasard à Sant'Antoninu, chez les seigneurs Pinaschi, mais les Pisceni formaient anciennement une tribu Sabine établie à Ancône, et en tenant compte que les Savelli se rattachaient à la même souche, il est plus probable que Lasco (diminutif de l'Ascolanu), se servit de cette antique parenté pour obtenir l'hospitalité, et, peu après, une sœur des seigneurs de Sant'Antoninu en mariage, lorsqu'il s'établit à Ortofossu ou Ortovieschu di Balagna, près de Speloncatu (8). (La chronique veut peut-être parler d'Occhiatana).

6° A la page 103, la chronique raconte les luttes des seigneurs Pinaschi de Sant'Antoninu contre Adaldo, gentilhomme de Pigna, vers 1360, puisque Bono, Marmone et Man-

(8) Cf. **Una colonia ascolana in Corsica**, de Castelli, 1881.

nuello, fils d'Arrigo vivaient à cette époque. Le manuscrit des Savelli de Corbara, cité par le docteur Giov. Dom. Bartoli, de Pigna, dont nous avons cité plus haut un extrait, nous confirme que ce gentilhomme de Pigna, ne pouvait être qu'un Consalvi, descendant du vassal de Guido Savelli. Les Pinaschi étaient furieux contre lui, parce que Consalvi Adaldo, fier de ses richesses, voulait être indépendant et méprisait les obligations morales qui liaient leurs familles depuis des siècles.

Pour avoir la paix dans leur fief, les Pinaschi se devaient de faire un exemple. Ils n'y manquèrent pas.

C'est pourquoi Giov. de la Grossa, qui n'avait pas compris le motif de cette lutte, fulmine contre les Pinaschi de Sant'Antoninu.

7° Que penser aussi des nombreuses reconnaissances de parenté historiques (9) accordées par les Princes Savelli de Rome aux divers membres des Savelli de Guido de Corbara, dont les plus connues sont celles : du comte Jacques, général des armées vénitiennes, mort à Rome en 1570. (**Histoire des Guerres de Selim II**) ; du Vicaire général de Sagonne Jean, poète, lauréat couronné au Capitole à Rome et auteur de la **Vie de St-Gavin Savelli** (1570) ; du comte Jean-Baptiste, qui eut sa généalogie approuvée par le Prince Honoré Savelli d'Arignano et bénéficia d'« un quarto nel suo palazzo, tavola, carrozza, servitù e piatto » (1620), ainsi que l'attestent l'historien Cambiagi (de Florence) et son cousin Morati.

Le Major Jaussin, dans ses **Mémoires**, signale aussi un passeport du sergent Rodolphe Savelli de St-Antoninu, signé par le prince Don Jules Savelli d'Albano (1694), où il est fait mention de l'antique parenté de leurs deux familles.

*
*
*

En résumé, puisque le Pape a disposé plusieurs fois du Royaume de Corse en toute propriété, il est logique qu'il en avait le droit, en tant que suzerain de la Corse depuis Pépin le Bref et Charlemagne. Dans ce cas, les faits reportés par Giov. de la Grossa sont fort plausibles et sa chronique ne demande tout au plus qu'une mise au point des temps chronologiques et de certains détails.

Ce chroniqueur fut notaire des plus puissants seigneurs

(9) Elles sont attestées par B. Leca, Colonna et Morati.

de son temps et par conséquent il mérite une assez grande considération. En général, sa véracité ne fait aucun doute en plusieurs endroits. Des castels cités en Balagne, chacun peut en voir les vestiges aux endroits qu'il a indiqués : à St-Antoninu, celui du comte Pinitu ou Pinu Savelli, seigneur de Balagne ; à Speloncatu, sur la Cima, celui du seigneur Malpensa Pinascu et à Bracaggiu, au-dessus de Lavatoggiu, celui du seigneur Malfede Pinascu ; à Corbara, celui du seigneur Mannone Pinascu, fondé en 1375, démantelé en 1515 et transformé en chapelle N.-D. des Douleurs en 1700 ; celui d'Avazeru, à Capu Avezeru, près de Muru ; celui d'Aldrovandu, gendre d'Adaldo Consalvi, sur le mont St-Angelu, au-dessous de Pigna.

A noter aussi celui du comte Giudice de Cinarca, dans la plaine d'Aregnu, sur la colline dite : Urtichedu (et non pas à Monticellu).

Enfin, citons tout particulièrement, un précieux souvenir de la domination de l'Eglise en Corse, le castel de San-Colombanu, au-dessus de la Palasca, résidence du gouverneur pontifical : le marquis de Massa (vers 1060).

Avec le « **Cosmos Catholicus** », il faudrait donc conclure que le Gouvernement Romano-Papal de Corse n'est pas une légende et « **qu'il est venu de Rome une migration considérable, qui a fait augmenter la population de l'île. Ce fait a dû se produire après l'expulsion des Lombards et des Sarrasins, soit vers la fin du VIII^e siècle, époque légitime de l'expédition de Colonna, soit plus tard, à la fin du X^e ou au commencement du XI^e siècle.** »

Pierre AJUTELLO.



Au lendemain de l'occupation de la Corse

PAR LES FRANÇAIS ⁽¹⁾

(Journal d'un ecclésiastique en 1771-72)

1^{er} juin 1772. — Dans le Fiumorbu, deux femmes ont été assassinées par les bandits, mais deux des leurs aussi, tandis que dans l'affaire un bandit était blessé. En revanche vingt volontaires y ont trouvé la mort.

3 juin 1772. — A cause d'un chien qui abîmait les légumes de son jardin, un officier des troupes françaises a frappé d'un coup de bâton sur un bras l'un des nôtres, le frère Donato, calabrais. Dès que le Premier Président, M. Pradin (1), l'a su il a mandé à Bastia le curé, abbé don Joseph Casabianca, mon neveu. Nous verrons ce qui en résultera, mais il faut que le clergé soit respecté.

A Teti, les bandits ont saccagé la maison de maître Carduccio et du piévan.

A la Ferriera d'Orezza, les bandits ont assassiné six Lucquois, parce qu'il y a quelques mois ceux-ci, sous Panche-raccia, avaient tué deux bandits.

Il y a quelques jours, débarquèrent, venant de Livourne, Achille de Muratu, Franzini d'Ampugnani, et quelques autres du Rostinu. Ils étaient quatorze. Ils sont restés en Corse vingt-deux jours, puis se sont embarqués pour Livourne. Ils ont déclaré qu'après le départ de Marbeuf, qui est fixé pour le 9 courant, ils opèreront trois débarquements. Ou les Français s'en iront ou ils auront la guerre.

Ici à la Penta de Casinca, François-Xavier Fridiani a été invité à se constituer prisonnier au château de Corte. Il aurait plus que les autres maltraité les volontaires. Cela n'aura aucune suite, d'après moi.

Un habitant de la Penta me dit à l'instant même que François-Xavier Fridiani est déjà parti depuis dix ou quinze jours. Marbeuf en aura quelque satisfaction.

(1) Cf. les n^{os} 65 et 66.

(1) Il s'agit de Barthélemy de Colla de Pradine qui remplaça Chardon comme intendant de la Corse, mais qui n'était pas Premier Président du Conseil supérieur, car depuis Juin 1771, les deux fonctions avaient été séparées. (Cf. L. Villat : **La Corse de 1768 à 1789**.)

(2) Tetti, hameau du canton de Moriani.

12 juin 1772. — Les bandits ont tué les Lucquois de la Ferriera d'Alesani et un homme d'Orezza ; ils ont dépouillé d'autres Lucquois d'au-delà le pont du Golu. Malheur à ces pauvres Lucquois !

Marbeuf ne part plus pour la France. Au début de juillet les taxes imposées seront perçues. On va réunir une nouvelle assemblée pour élire un député qui ira à Paris à la place de Marbeuf. Entre autres bonnes choses qui seront divulguées après le mois de juillet et après la tenue de l'assemblée, on apprend que cinq cents Corses vont être armés contre les bandits.

On fait aller à Bastia tous ceux qui ont reçu des lettres des Corses de Livourne ; elles disent qu'à brève échéance se produiront trois débarquements.

13 juin 1772. — Les Français ont aujourd'hui fait le recensement des moines de notre couvent. Ils ont fait de même ailleurs, et pour les prêtres également (3). Récemment est arrivé de France l'inspecteur général pour visiter les troupes qui sont en Corse.

La Consulte s'ouvrira à Bastia le premier jour de juillet.

François-Xavier Fridiani est revenu de Corte grâce à une lettre de M. le maréchal Narbonne (4).

On dit que le général Paoli a hérité d'une grosse somme et de dix navires de guerre qu'un milord anglais lui a légués par testament.

On dit à Pise que des caisses contenant 16.000 fusils sont prêtes à être embarquées pour la Corse ; quatorze vaisseaux vont y venir.

Marbeuf déclare : cette guerre me fera maréchal, mais la Corse sera renouvée.

La France a envoyé cent-soixante grandes médailles de bronze et d'argent. Jusqu'ici n'en ont reçu que M^{me} Mema Varese, le Premier Président et quelques autres. On leur en a fait hommage. On dit aussi que les Français vont se retirer bientôt dans les Présides. Est-ce vrai ?

Vers le pont du Golu, à Lagu Benedettu, on a vu jusqu'à

(3) Marbeuf avait déclaré devant les délégués des trois ordres qui s'étaient réunis en assemblée à Bastia au début de mai, que les moines vivant d'aumônes et ne contribuant en rien aux charges publiques ne devaient pas participer à l'administration des affaires. Il en était résulté un réel mécontentement dans le clergé régulier, qui, par la plume du rédacteur de ces mémoires, laisse percer sa médiocre sympathie pour Marbeuf.

(4) Ce rival de Marbeuf poursuivait sa politique corsophile, grâce à laquelle il espérait supplanter son chef.

cent bandits. Dans la montagne, les Corses tiennent des conciliabules. Le sieur Chilgo Casabianca est fortement détesté par les bandits. Il se garde sérieusement.

20 juin 1772. — Le bruit court que les Français s'en vont et que les Génois reviennent (5) ; que les évêques en ce moment ne s'inquiètent plus parce que les mêmes Génois ont l'intention de pourvoir aux sièges vacants.

(Les feuillets se rapportant au mois de juillet manquent malheureusement au manuscrit).

Août 1772. — Un habitant du pays (le nom fait défaut) a été capturé par les bandits, c'est-à-dire par Mattéu Zampaglino. Après une semaine, il a été libéré contre deux cents lire qu'il leur a remises et il a obtenu en échange un passeport qui lui permettra de ne pas être inquiété par les autres compagnies de bandits. On ne sait pas encore si le régiment Buttafuoco viendra en Corse.

25 août 1772. — A Ajaccio sévit une forte mortalité. Les habitants et les soldats français en sont victimes. Ceux-ci ont quitté la ville et se sont installés sur les hauteurs, où l'air est meilleur, pour fuir l'influenza, ou plutôt cette espèce d'épidémie.

27 août 1772. — Une lettre du ministre M. Monteynard (6) est arrivée. Ici va venir le régiment qui a été transféré d'Oléron à Toulon. C'est le régiment Provincial. Le 29 courant le régiment du Berry, qui est ici, se rendra à Calvi dans la huitaine.

30 août 1772. — Hier soir est arrivé à Saint-Florent le régiment Provincial de Toulon. Tous les soldats d'origine étrangère ou les Corses ont été contraints de rester à Toulon pour être versés dans la Légion corse qui est en garnison à Strasbourg ou dans le régiment Royal-italien qui est à Campoloru. On a accordé leur pardon aux déserteurs de l'ancien régiment de Buttafoco, à la condition qu'ils reviennent de Livourne à leur régiment. Celui-ci (qui était autrefois celui de Buttafoco), quand il arrivera à Bastia, sera garnisonné à Terranova et dissous. Il sera ensuite reconstitué en régiment Provincial, après que M. Narbonne aura choisi

(5) On remarquera que trois ans après Ponte novu la situation reste encore incertaine et que l'occupation française apparaît aux insulaires comme provisoire.

(6) Le marquis de Monteynard, ministre de la guerre, avait été nommé, en juillet 1772, gouverneur général de la Corse, à la demande des Corses eux-mêmes qui croyaient avoir découvert en lui un protecteur auprès de Louis XV.

les officiers et les soldats qui lui plairont. Les autres seront congédiés (7).

5 septembre 1772. — L'autre jour est parti d'ici le régiment du Berry. Il tenait garnison au Vescovatu, dans notre couvent des Capucins, à la Venzolasca, dans celui des Réformés, dans le Rostinu et à Saint-Antoine de la Casabianca. Il y est resté à peu près un an. Le major, M. Paschal, son commandant, était mon ami. Je lui ai confié une lettre adressée au premier ministre M. Montenardi, dans laquelle je le félicite d'avoir été choisi comme gouverneur de la Corse. Ceci est arrivé le 29 août dernier.

Ici, au Vescovatu, une compagnie de 75 hommes du régiment de Chersi (Quercy) est venue tenir garnison ; à Morosaglia, il y en a une autre du régiment Forez.

On a publié un édit réglementant la coupe des bois dans les forêts de l'île pour les bateaux. Un autre édit a été publié ce matin au Vescovatu qui interdit l'exportation du blé. Il prévient en outre que le sel, même gris et sale, devra être payé quinze deniers la livre, qui est de seize onces ; il reviendra donc à 29 sous les vingt livres.

9 septembre 1772. — L'autre jour, samedi matin, avant qu'il ne fit jour, au-dessous de San Pancraziu de Casinca, quatre soldats ont été tués par les bandits. Ceux-ci croyaient avoir affaire à des officiers, c'est-à-dire au lieutenant-colonel et aux capitaines de Campoloru, car ils avaient été informés, le jour précédent, par des lettres dérobées au facteur, que ces officiers devaient aller de Campoloru à Bastia.

L'évêque de Bastia ne sera pas nommé avant novembre. Les uns en donnent comme raison la villégiature du pape ; d'autres prétendent que Gênes veut faire la nomination aux lieu et place du roi de France. En attendant, provisoirement, on a désigné à Bastia le vicaire apostolique ; il s'appelle Ferdinandi.

A Livourne, les nationaux corses sont dans l'agitation, parce qu'on leur a diminué de moitié les allocations ; ils devaient toucher 60.000 lire par mois, tandis qu'on ne leur en donne que 30.

A Verde, les Français ont commencé à exploiter cette mine de cuivre où Paoli avait déjà fait travailler. Elle se trouve à Pastinu.

(7) Cette réforme du régiment Buttafoco fut mal accueillie dans l'île. On la considéra comme une preuve du désir qu'aurait eu Marseuf de réduire le nombre des officiers corses qui étaient employés dans l'île et qu'il aurait trouvé trop élevé.

21 septembre 1772. — Il n'est pas exact que le vicaire apostolique soit le vicaire capitulaire de notre diocèse de Mariana ; il est seulement délégué apostolique pour expédier les dispenses matrimoniales.

Le Régiment corse, qui fut jadis celui de Buttafoco, s'est embarqué à Toulon le cinq septembre. Après huit jours de temps contraire, les troupes ont débarqué le 13 du même mois à Bastia. M. Mathieu (Buttafoco) n'est plus colonel ; il a un grade plus élevé, celui d'inspecteur, avec douze mille francs de traitement, dit-on, au lieu de huit qu'il avait antérieurement. Lui ne me dit rien de ce qu'il reçoit du Roi.

Une personne recommandable m'a dit (mais est-ce vrai ?) que les Français vont quitter notre Corse et que les Génois vont s'installer dans les Présides comme autrefois, mais avec promesse de ne pas faire la guerre aux Corses et de les gouverner avec les magistratures que de Paoli avait instituées. Le général en chef commandant sera choisi parmi les Corses par le Roi de France. Celui-ci enverra de nouveau des troupes, si les Corses recommencent à faire la guerre aux Génois. En attendant, la République payera à la France cinquante millions, pour la dédommager des dépenses que celle-ci a faites.

22 septembre 1772. — Les bandits ont préparé une embuscade contre le comte Buttafoco, sur le pont du Golu, à Lagu Benedettu. Au Pontenovu ils ont tué trois mules et même des soldats. A Bustanicu, dans le Boziu, ils ont assassiné cinq volontaires et parmi eux un volontaire corse du nom de Frascione de Pianellu.

Parmi les soldats du régiment de Berry qui sont partis d'ici, de la Casinca, pour aller à Calvi, il y a une grande mortalité, particulièrement à l'Isle Rousse et à l'Algaïola.

23 septembre 1772. — Une ordonnance du Roi est arrivée qui modifie la tenue de l'ancien régiment de Buttafoco ; de bleu elle devient gris-cendre. Le colonel en sera M. Ceccu Gaffori (8), les lieutenants-colonels M. Chilgu Casabianca (9) et Abbatucci di Zicao (Zicavu). Leurs compagnies tiendront garnison à Orezza, Caccia, Guagnu et Bocognanu.

(8) Voir l'article du général Colonna de Giovellina sur ce personnage.

(9) Comme il est dit plus haut, Narbonne devait désigner les officiers du nouveau Régiment et il n'est pas surprenant qu'il ait choisi comme un des lieutenants-colonels ce Gianquillu Casabianca, dont le zèle « narbonniste » lui était connu (Cf. Rossi : *Osservazioni storiche*, livre XII, page 252).

26 septembre 1772. — Les seize compagnies corse vont en garnison à la Rocca et à Vicu dans l'au-delà des monts. Antonucciu Matra, qui était capitaine dans ce régiment provincial corse, devient capitaine de dragons dans la Légion corse. Le lieutenant-colonel Caraffa de Bastia passe colonel commandant à la dite Légion.

Giacchettu, d'origine *pomontinca*, mais né à Moriani, bandit pendant sa vie, s'est noyé dans le Golu, en dessous de Ponienovu, tandis qu'il essayait de passer le fleuve subitement grossi et transformé en torrent impétueux par les pluies tombées dans la montagne. Il voulait enlever les mules d'un convoi français en route pour Corte. Ses compagnons, en voyant se noyer ce valeureux jeune homme, laissèrent passer le convoi. Giacchettu s'était déshabillé pour franchir le fleuve et avait son stylet dans la bouche, tandis que ses camarades, sur l'autre rive du fleuve, avaient armé leur fusil et se tenaient prêts.

Tous les bandits se sont réunis l'autre jour et ont tenu un congrès, où ils ont décidé de ne plus causer de préjudice à leurs compatriotes, ni dans leur personne, ni dans leurs biens. Les Français seuls seraient dépouillés de leurs bagages. Tous ont juré de respecter cette décision. Seul Giacchettu, qui s'est noyé hier, et Falcone du Rostinu, qui a été tué peu après dans une rencontre avec les volontaires corses le 21 septembre, avaient refusé le serment.

29 septembre 1772. — On dit que le congrès de la paix entre le Grand Turc et l'impératrice de Moscovie a été déjà tenu et qu'il devait s'occuper même de la Corse. Il faut donc que les Français s'en aillent vraiment d'ici ; ils sont déjà presque tous installés dans les Présides. M. Jadar envoie d'ici, du Vescovatu, à Bastia sur des chars toutes les affaires qu'il détenait en sa qualité de commis. Il avait acheté des terres à la plaine et fait construire des enclos avec des maisons.

(10) Allusion aux événements militaires qui mirent aux prises le sultan et l'impératrice Marie Thérèse et qui eurent conséquence indirecte le premier partage de la malheureuse Pologne au début de 1772, partage qui fut communiqué à la France en avril. La paix entre les Turcs et les Impériaux ne devait être conclue qu'en juillet 1774 à Kainardji : ainsi la France subissait un double échec en Pologne et en Turquie, ces deux vieilles alliées de sa politique, qu'elle laissait démembrer au profit de l'Autriche, mais n'oublions pas que le Dauphin, le futur Louis XVI, venait d'épouser la fille de Marie Thérèse d'Autriche, l'infortunée Marie-Antoinette, et ceci explique cela.

Les bandits ont fait jurer à M. Dionisio Gavini (11) de Campile, beau-père du colonel Buttafoco, de ne pas prendre les armes contre eux et de ne pas les poursuivre, comme on dit que fera le régiment Provincial corse, récemment arrivé de France.

Un autre congrès des puissances de notre Europe se tiendra bientôt ; l'ambassadeur plénipotentiaire de France ne devra pas y prendre part mais on n'en sait pas cependant la raison.

30 septembre 1772. — Monseigneur Stefanini, évêque de Nebbiu, a obtenu la faveur, au lieu de payer six mille livres pour les bulles, de n'en verser que trois mille ; dans le Consistoire, tenu en présence du Souverain Pontife, où fut traitée cette affaire, quatre voix seulement se prononcèrent contre.

Monseigneur Guernes, Français, évêque d'Aleria, avait écrit à Paris, il y a quelques mois, qu'en Corse naissaient beaucoup de bâtards, avant la conclusion du mariage. Il l'avait même écrit à Rome. Quelques personnalités en Corse l'avaient obligé à se rétracter. Rome a alors fait venir Monseigneur Struzieri de Sinigaglia, qui avait été envoyé jadis en Corse comme visiteur, et qui est maintenant évêque d'Amelia, pour avoir des renseignements. Celui-ci a déclaré devant le Consistoire que ce n'était pas vrai, à l'exception de quelques cas qui se produisent comme partout dans le monde.

(Trad. A. AMBROSI).



(11) Elu membre de la Junte d'Orezza en 1775. Les Junes étaient des tribunaux créés en 1772, et chargés de prévenir plus que de réprimer les troubles. Ils étaient au nombre de quatre (à Orezza, à Caccia, à Tallanu et à la Mezzana) composés de six Corses, élus tous les trois ans et chargés de la pacification bienveillante. On les choisissait à cause de leur notoriété et de leur respectabilité plus que de leur science. Le régiment Provincial corse les aidait dans leurs fonctions.

Pour le Cédratier corse

Dans un de nos numéros précédents, nous avons étudié la crise que traverse la culture du cédrat à l'heure actuelle et nous avons terminé notre article en déclarant que la fondation d'une fabrique de fruits confits en Corse était de nature à venir en aide à nos arboriculteurs, à les sauver de la ruine.

Nous ne savions pas, à ce moment, que M. Vintencelli, le grand confiseur d'Anvers, avait formé le projet dont nous parlions. Comment n'en serions-nous pas heureux ? La Direction de la *Revue de la Corse* croit fermement que la Corse et ses habitants peuvent espérer un grand bien de cette entreprise et que la situation critique du temps présent peut faire place, si nos compatriotes veulent bien encourager les intentions de M. Vintencelli, à une réelle prospérité de l'agriculture insulaire. Quelques personnages de notre île, dont le nom est une garantie morale, ont pris sous leur patronage l'initiative en question. Voici en effet le texte de la circulaire que nous avons reçue :

ERECTION EN CORSE D'UNE FABRIQUE MODERNE DE CONSERVES DE FRUITS, LÉGUMES, POISSONS, FRUITS CONFITS ET CONFITURES

Les productions agricoles de l'île de Corse sont des plus variées : elles sont en général de qualité supérieure et dépassent toujours, en saveur surtout, les produits similaires des autres pays. Cela est dû à la position géographique et à la nature du sol.

Par contre, les producteurs corses ne disposent pas de moyens de communication fréquents et rapides avec les grands centres du continent ; il leur est difficile d'obtenir le légitime rendement des produits de la terre.

Cependant, un moyen s'offre de réparer cet état d'infériorité : c'est celui qui consiste à préparer dans l'île même, par les différents systèmes de mise en conserve, la plupart des fruits et plus tard des légumes et des poissons que la Corse produit et produira davantage encore lorsqu'une usine moderne et importante en assurera l'écoulement.

L'industrie de la conserve a fait, dans ces cinquante dernières années, des progrès considérables ; des installations hygiéniques et fort pratiques se sont partout établies, même dans les pays les plus lointains. En dehors des procédés anciens, de la mise en saumure et de la confiserie au sucre, d'autres systèmes existent que nous appliquerons. En particulier nous mettrons à la conserve pour la première fois

dans l'île, par le procédé de notre grand APPERT, les meilleurs produits du sol insulaire. A l'heure actuelle plusieurs milliards de francs de conserves de fruits sont ainsi préparées dans le monde la Corse en aura sa part.

Parallèlement à notre effort industriel et commercial nous demanderons aux agriculteurs d'aider au développement de la production de certains fruits et légumes particulièrement recherchés. Nous les guiderons de notre vieille expérience en leur procurant graines, plantes, boutures et renseignements nécessaires.

Nous agirons avec prudence nous limitant dans le début à la préparation de fruits et légumes que l'île produit déjà et que nous nous efforcerons de faire améliorer. On dressera au fur et à mesure du travail le tableau des observations et des améliorations nécessaires et nous standardiserons les espèces, fruits et légumes.

L'industrie de la pêche étant aussi appelée à se développer, nous préparerons quelques conserves de poissons les plus nombreux sur nos côtes.

Des types « Standard » seront établis. Nous nous attacherons à la qualité en tout premier lieu ; la quantité viendra par la suite.

Une usine moderne, simple et spacieuse sera édifiée à proximité du port de Bastia, qui est le plus important centre commercial et maritime de l'île, desservi par diverses lignes de navigation française et étrangère. En même temps seront établis des centres de réception à Ajaccio, Portu, Ile Rousse, Proprianu et Portu Vecchiu pour la mise en saumure ou au soufre des fruits des environs afin d'éviter les dangers et les frais des longs transports.

Cinq branches principales occuperont notre activité dès la première année :

1°) Mise à la saumure des cédrats, chinois, écorces de citrons et d'oranges, figues, nèfles, mandarines, amandes.

Mise au soufre des cerises, bigarreaux, abricots, reines-Claude, matières premières indispensables à la marche de la branche fruits confits, qui, grâce à ses réserves, se poursuit sans arrêt toute l'année durant.

2°) Confiserie au sucre de tous ces fruits par les meilleurs procédés résultant de trente années de pratique.

3°) Confiturerie. Etant donnée la saveur spéciale de la plupart des fruits corses la fabrication des confitures sera l'objet de soins particuliers.

4°) Mise en boîte au naturel et au sirop des meilleurs fruits, et ensuite des meilleurs légumes.

5°) Mise en conserve des espèces de poissons les plus répandues sur les côtes de l'île.

Nous établirons dès le départ des marques faisant bien ressortir l'origine corse des produits ; nous travaillerons drapau déployé et nous faciliterons la vente par une publicité sérieuse et persistante.

Passons en revue maintenant les principaux fruits qui feront l'objet de notre industrie :

1°) Cédrats.

Le cédrat est le fruit du cédratier, arbre du genre citronnier, dont il se distingue par des rameaux plus courts, des feuilles plus étroites et des fruits plus gros, pouvant atteindre le poids de deux et trois kilos et quelquefois davantage.

Le fruit est d'abord vert et jaunit au fur et à mesure de la maturité. L'écorce extérieure contient une huile essentielle fortement et agréablement parfumée.

Le cédratier est originaire de l'Asie Méridionale où il fut de bonne heure transporté dans les vallées de la Syrie et de la Palestine. Son introduction dans ces contrées remonterait à Moïse, qui ordonna de tresser les rameaux de cet arbre avec les palmes et les branches du saule pour en faire des thyrses consacrés à la fête des Tabernacles. Le cédratier était l'objet de cultures importantes dans ces contrées et e'était pour les Israélites un arbre sacré. Même il y a cinquante ans environ des intermédiaires venaient en Corse chercher des fruits petits, verts, et d'une certaines dimension, destinés à certaines cérémonies du culte.

Mais la culture du cédratier s'est étendue considérablement en Corse, Calabre et Grèce, le jour où l'emploi du cédrat à l'état confit s'est généralisé dans la boulangerie et la pâtisserie, principalement en Angleterre, Amérique, Hollande, Danemark, Suède, Norvège, Belgique et toutes les colonies anglaises et hollandaises. La France jusqu'ici n'emploie que des quantités minimales de cédrat confit ; nos efforts tendront à en développer la consommation.

Les plantations ne peuvent se faire que dans les terrains abrités, facilement arrosables et dans des contrées où la température de l'hiver ne descend que rarement au-dessous de zéro. A des températures plus basses, l'arbre est gelé et complètement perdu ; nous avons cependant fait connaître les procédés californiens de protection contre la gelée et avons gracieusement mis à la disposition des Services Agricoles et de certains agriculteurs les appareils nécessaires. Les es-

sais se poursuivront l'hiver prochain ; l'arbre souffre beaucoup aussi de la sécheresse et de diverses maladies cryptogamiques, mais son plus grand ennemi reste cependant le froid.

Pour toutes ces raisons, la production du cédrat subit des fluctuations, tant dans le prix que dans la quantité ; notre Société s'efforcera de ramener plus de stabilité.

Les fruits, qui doivent être récoltés verts, commencent à arriver sur les chantiers de salaison, qui sont établis au bord de la mer, au début d'octobre. Les fruits après pesage sont coupés en deux et mis à la saumure, eau de mer additionnée de sel marin, dans des fûts solides et étanches.

Le travail de la salaison dure environ deux mois. Ce n'est que vers la fin de l'année que le fruit peut être passé à la confiserie, travail délicat qui demande une compétence basée sur une longue pratique. De grandes quantités de sucre sont nécessaires et aussi un régime douanier spécial.

Ce dernier a été obtenu grâce à nos efforts persistants durant plus de trente ans.

Il a fait l'objet d'un décret signé par M. Poincaré, Président de la République, en date du 8 juillet 1918, sur la proposition du Ministre du commerce et de l'industrie. On peut, grâce aux dispositions de ce décret, travailler pour l'exportation dans des conditions convenables.

Voici maintenant quelles seront les fabrications qui viendront s'ajouter à celle du CEDRAT CONFIT.

2) Ecorces de Citrons et d'Oranges, Mandarines, Chinois, Kumquats, Pamplemousses.

Ces fruits produits déjà en assez fortes quantités en Corse permettront de fabriquer de belles marchandises en quantités en rapport avec la production assez faible, car la consommation des écorces confites de citrons et d'oranges a dépassé 10 millions de kilos. Nous développerons cette branche d'année en année, au fur et à mesure de l'augmentation des récoltes.

Une importante question indirecte se greffe ici : l'emploi des jus de citrons et d'oranges, sans la vente desquels les écorces reviendraient à des prix prohibitifs. Nous nous en occuperons tout spécialement, car elle est source de bénéfices importants.

Qu'il nous soit permis de détruire un sot préjugé : le paysan corse n'est pas du tout le paresseux que certains écri-

vains superficiels se sont souvent plu à représenter. Dès qu'il entrevoit que son travail recevra sa légitime récompense, l'agriculteur corse se met résolument à la tâche ; la culture du cédrat, inconnue il y a 50 ans, est là pour le prouver, de même que de nombreuses cultures nouvelles pratiquées un peu partout dans l'île au cours de ces dernières années. (Artichauts, petits pois, tomates, etc...)

Quelques fruits de la grande famille des auriacées tels que les chinois, les mandarines, les pamplemousses et les kumquats seront aussi confits ; ces fruits cependant, contrairement au cédrat, se consomment aussi à l'état frais.

3) **Cerises et Bigarreaux.**

Ces fruits, dont nous avons déjà préparé quelques lots d'essai, ont donné d'excellents résultats. Malheureusement la Corse n'en produit jusqu'ici que de faibles quantités.

Nous avons la ferme conviction que l'agriculteur s'intéressera à ces fruits qui sont une source de richesse tant pour le midi de la France que pour le sud de l'Italie. La qualité bigarreaux « Napoléon » produits par la Provence donne lieu chaque année à une exportation considérable, en marchandise confite et souffrée.

La vente cerises et bigarreaux confits dépasse 7 millions de kilos ; c'est un fruit indispensable en pâtisserie et confiserie, et à Londres, en particulier, nous connaissons des acheteurs qui prennent jusqu'à cent mille kilos par an, ce qui représente en fruit frais environ cent cinquante mille kilos. Aux Etats-Unis d'Amérique la vente est encore plus considérable qu'en Angleterre. C'est la région de Naples et le Piémont qui fournissent principalement l'Amérique ; leur espèce de fruits durs, bien calibrés et vendus dénoyautés sont fort appréciés ; la Provence fournit principalement l'Angleterre et les autres pays du Nord ; la France consomme aussi ces fruits en bien plus grande quantité que les cédrats.

4) **Reines-Claude.**

La reine-Claude de Corse, de belle grosseur, est d'excellente qualité ; elle se confit avec son noyau et se vend tant seule qu'en assortiment avec les autres fruits.

Ce fruit s'emploie aussi sous forme de pulpe, destinée à la préparation des tartes, compotes, confitures, etc...

Le fruit débarrassé de son noyau se prépare sans sucre,

en boîtes hermétiquement fermées de 5 kilos (10 à la caisse). De la même façon se préparent les cerises aigres, les abricots, les pommes, les prunes.

5) **Abricots.**

L'abricot confit est d'une finesse remarquable, indispensable dans les assortiments aussi ; sous forme de pulpe c'est le fruit le plus employé en pâtisserie et en confiserie. La vente, soit sous forme de fruits confits, soit sous forme de pulpes et de confitures, atteint des quantités considérables.

L'Espagne en particulier, exporte chaque année quelques centaines de milliers de caisses de 50 kilos, auxquelles viennent s'ajouter les dizaines de milliers de caisses fournies par le sud de la France, l'Italie et la Californie.

En Corse, où l'abricot est de qualité fine, nous préparons les deux sortes et d'année en année nous nous efforçons d'introduire nos marques sur les divers marchés, en même temps que nous conseillerons les agriculteurs pour la sélection des espèces ; l'abricot rosé de Provence et le blanc d'Auvergne en particulier seront recommandés par nous à nos horticulteurs.

6) **Poires.**

Ces fruits se préparent en confit et au sirop, mais quelques espèces seules résistent aux cuissons et se conservent fermes. Nous ferons une sélection parmi les espèces existantes, et nous encouragerons les producteurs à cultiver ou à greffer celles qui répondront le mieux aux besoins de l'industrie nouvelle.

En particulier nous nous attacherons à obtenir le genre Bartlett que la Californie nous envoie par milliers de caisses en boîtes de 1 litre au sirop.

7) **Angélique.**

Nous introduirons en Corse la culture de cette ombellifère bisannuelle. Elle se cultive déjà sur une vaste échelle dans les régions de Niort et de Clermont-Ferrand, de même qu'en Belgique ; elle fournit des tiges creuses, longues, vertes, que l'on coupe à 50/60 centimètres de longueur et qui doivent avoir un diamètre de 2 à 5 centimètres.

Ces tiges se confisent au sucre de la même façon générale que les fruits. Elles se vendent à la même clientèle et ser-

vent aux mêmes usages ; la racine et la semence, en particulier, rentrent dans toutes les fabrications de liqueurs fines, genre Chartreuse. (Bonne vente aussi en droguerie.)

8) Figues vertes et noires

Les figues vertes et noires seront mises à la saumure avant maturité et se confiront comme les autres fruits.

Elles servent à la garniture des boîtes et paniers de fruits assortis ; elles n'entrent pas comme les cédrats, cerises, écorces de citrons et d'oranges, poires, dans la confection des cakes, gâteaux et pains d'épices et biscuits, ce qui fait que la vente en est moindre. Mais elle mériterait de prendre une plus grande importance, car la figue corse est un fruit délicieux, unique.

Sur la même échelle se prépareront les amandes vertes, les fraises, les marrons, melons, pastèques, mirabelles et même les figues d'Inde (Cactus).

Légumes

La Corse produit déjà des primeurs de bonne qualité : artichauts, petits pois, haricots verts, tomates ; nous en effectuerons la mise en conserve de manière à faire apprécier les qualités de saveur que donne le sol et le climat de Corse.

Poisson.

On fera aussi en cette branche dont l'importance est considérable des essais ; d'année en année on fera apprécier la marque corse pour le plus grand bien de la population maritime.

Marques de Fabrique.

On travaillera dès le début sous la **Marque Corse — Fabriqué en France.** « **Made in France** » en anglais, avec étiquettes artistiques appropriées dont nous avons déjà les dessins en couleurs, exécutés par un de nos compatriotes, Grand Prix de Rome de Peinture.

Notre Société dénommée : « **PREMIERE FABRIQUE CORSE DE CONSERVES** », en anglais : « **FIRTS CORSICAN PRESERVING COMPANY** », revêtira la forme anonyme au capital de deux millions de francs en actions de capital de cinq cents francs, dont moitié versés au moment de la souscription, le solde à la demande du Conseil d'Administration.

Les promoteurs, gens d'expérience, apportent gracieusement leur concours et ne réclament aucun apport.

L'usine s'élèvera dans le quartier industriel de Toga, attenant au port de Bastia ; elle sera construite d'après les derniers progrès de la technique moderne et munie des machines les plus récentes ; désireux que notre entreprise fonctionne dans une atmosphère de confiance nous désirons que le plus grand nombre possible de petits et moyens souscripteurs s'y intéresse.

Et l'on verra de quel immense appui sera l'industrie de la confiserie. Tout s'enchaînera dans un labeur commun pour le plus grand bien du pays.

Cette industrie est placée sous le patronage de :

M. Adolphe Landry, Député de la Corse, Ministre du Travail ; M. François Piétri, Député de la Corse, Ministre du Budget ; M. le Comte de Peretti de la Rocca, Ambassadeur de France en Belgique ; M. Camille Piccioni, Ministre plénipotentiaire de France, en retraite ; M. Pierre Vincentelli et fils. (Janvier 1931).

PREMIERE FABRIQUE CORSE DE CONSERVES

(First Corsican Preserving Company.)

Société Anonyme en formation.

EXTRAIT DES STATUTS

Dénomination.

Il est formé par les présentes une Société anonyme qui sera régie par les lois en vigueur et par les présents statuts. La Société prend la dénomination de « PREMIERE FABRIQUE CORSE DE CONSERVES ». (First Corsican Preserving Company, en anglais).

Siège Social.

Le siège social est établi à Paris. Il pourra, par simple décision du Conseil d'Administration, être transféré en tout autre endroit.

La Société, dont l'usine centrale sera établie à Bastia (Corse) et qui aura des centres d'achat à Ile Rousse, Ajaccio, Portu, Proprianu, Portu Vecchiu, peut établir par simple décision du Conseil d'Administration, des sièges adminis-

tratifs, succursales, agences, dépôts, tant en France qu'à l'étranger.

Objet.

La Société a pour objet de faire et d'entreprendre pour elle-même ou pour compte de tiers, ou en participation avec des tiers, en France ou à l'étranger, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières se rapportant directement ou indirectement à l'industrie ou au commerce des fruits, légumes, poissons et tous produits agricoles et végétaux ou animaux de quelque nature qu'ils soient, produits par l'île de Corse principalement.

La Société pourra acheter, prendre à bail, louer, construire, vendre ou échanger tous biens meubles et immeubles. Elle pourra s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière dans toutes entreprises, associations ou Sociétés dont l'objet serait similaire, analogue, connexe ou simplement utile à la réalisation de tout ou partie de son objet social.

De façon générale, elle peut faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social, ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Durée.

La Société est constituée pour une durée de trente années à partir de la date des présentes. Elle pourra être prorogée successivement ou dissoute par anticipation.

Elle pourra prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

Capital.

Le capital social est fixé à la somme de deux millions représenté par quatre mille actions de capital de cinq cents (500) francs chacune.

Souscription.

Les 4.000 actions de capital sont souscrites en numéraire comme suit, savoir :

1°) par M.

2°) par M.

3°) par M.

4°) par M.

5°) par M.

6°) par M.

etc...

ensemble..... 4.000 actions

représentant l'intégralité du capital social, et sont payables moitié à la souscription, le solde à la demande du Conseil d'Administration (1).

Les actions sont au porteur.

La cession d'un titre au porteur s'opère par sa seule tradition du titre. Les titres au porteur peuvent être convertis en titres nominatifs. La conversion s'opère par une déclaration inscrite dans un registre *ad hoc* tenu au siège social, datée et signée par les intéressés ou par leur fondé de pouvoirs et par deux administrateurs de la Société.

Toute conversion pourra donner lieu au profit de la Société à un droit à fixer par le Conseil d'Administration.

Assemblées.

L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle se compose de tous les actionnaires qui ont observé les prescriptions des présents statuts. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la Société.

Elle a le droit d'interprétation de ses statuts, elle peut apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la Société. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

L'Assemblée générale annuelle est tenue le premier jeudi d'avril, à 2 h. $\frac{1}{2}$, et pour la première fois en 1931.

Si ce jour est un jour férié légal la réunion a lieu le jour ouvrable suivant.

Le Conseil d'Administration et le Collège peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. L'Assemblée extraordinaire doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant ensemble le cinquième des actions de capital.

(1) La souscription doit être adressée à M. Michel Vincentelli, 33, Rue de l'Opéra, Bastia (Corse).

Dans ce cas, les actionnaires devront indiquer dans leur demande, les objets à porter à l'ordre du jour et le Conseil d'Administration devra convoquer l'Assemblée générale dans les quatre semaines de la demande à lui adressée.

Les propriétaires de titres au porteur doivent pour pouvoir assister à toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, avoir déposé leurs titres au siège social ou en tout autre endroit à indiquer dans les avis de convocation, cinq jours francs avant la date de l'Assemblée. Ils devront être porteurs du certificat de dépôt délivré par le siège social ou par l'établissement dépositaire.

La liste des actionnaires ayant déposé leurs titres sera produite à l'Assemblée.

Les propriétaires d'actions nominatives sont admis aux assemblées, moyennant justification de leur identité et à condition d'avoir avisé le Conseil d'Administration cinq jours francs à l'avance de leur intention d'y assister ; cette dernière formalité n'est pas requise des administrateurs ou commissaires.

Bénéfices.

L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société.

Sur ce bénéfice il est prélevé dans l'ordre suivant :

1°) Cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais devrait être toutefois repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment quelconque et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

2°) La somme nécessaire pour payer aux actionnaires de capital un intérêt calculé à raison de 6 % l'an.

3°) 10 % au Conseil d'Administration et au Collège des commissaires, étant entendu qu'un commissaire touchera le tiers de la part attribuée à un administrateur.

4°) 5 % pour les frais d'impression, de rédaction et de diffusion de la Revue Economique Corse « Terra Corsa » et à l'entretien de son Musée d'échantillons.

Le solde est attribué :

Aux actions de capital indistinctement.

BIBLIOGRAPHIE

Veillées corses. — M. Lorenzi de Bradi, l'auteur de ce nouveau livre est un homme qui sait « veiller ». Savez-vous bien ce que c'est que veiller ? C'est la plus jolie chose du monde et la plus adorable, comme disait Mme de Sévigné quand elle voyait faner, et c'est à coup sûr celle qui permet de pénétrer le mieux dans les mœurs profondes d'un pays comme la Corse et dans l'intimité de son âme. « Dans tout village corse il y a une maison où, pendant les veillées d'hiver, on se réunit pour raconter des histoires ». Que de fois M. Lorenzi de Bradi entendit ainsi de curieux récits dans son village aux maisons bistres que l'on voit en relief sur le fond laiteux du golfe de Valincù ! Et voici que, pour notre plus grand plaisir, il vient de recueillir les plus typiques dans un élégant volume dont le seul défaut est de paraître bien court. Vous y verrez comment fut damnée l'âme de cette châtelaine perverse et cruelle qui s'était mise au service de Gênes en échange de largesses magnifiques, et comment les cloches de Monaccia d'Aullène, ensevelies en hâte au temps des incursions barbaresques, revinrent dans les nuits molles tinter mystérieusement au-dessus de la forêt avant de disparaître à jamais vers le ciel. Vous y retrouverez toutes les superstitions des peuples attachés à la terre : les cavernes où les esprits infernaux ont entassé des trésors, et les humbles animaux qui protègent le foyer et qu'il ne faut pas tuer en vain, et les rouges béliers où s'incarne Satan, et l'eau nocturne pleine de maléfices... Veillées évocatrices de légendes où l'âme de la Corse peu à peu se révèle, veillées d'hiver devant l'âtre « où brûlent des bûches », veillées d'été dans l'ombre bleuâtre où l'on entrevoit les figuiers de Barbarie « pressés comme des lances », il y a là une émouvante poésie dont M. Lorenzi de Bradi a su traduire, avec une simplicité exquise qui est du plus grand art, l'éternel enchantement.

La deuxième partie du volume est constituée par l'histoire d'Anton Santa Lucia, qui se fit « bandit » pour venger son frère, séminariste impeccable que de faux témoignages avaient fait condamner à dix ans de réclusion. Quand les coupables ont payé les uns après les autres et quand la réhabilitation est obtenue devant la justice des hommes et devant celle du Christ, alors seulement le justicier s'arrête et s'éloigne. Et cela se passe en 1839 à l'époque du romantisme corse « ardent, belliqueux, chevaleresque », entre St-Lucie de Tallanu « environné de vignes, de jardins, d'oliviers », et le petit village « bronzé » le Loretu... (1) (Louis Villat).

Lettres de Pascal Paoli. — Le Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de la Corse, que dirige M. A. Costa, conseiller à la Cour d'appel de Bastia et dont il est à peu près le seul rédacteur, vient de faire paraître son n° 490-495, du 1^{er} semestre 1930. Ce fascicule de 124 pages contient quatre vingts lettres de Pascal Paoli à Joseph Octave Nobili-Savelli, pendant les années 1771 à 1796. En dehors de l'intérêt que présentent les idées et les opinions du

(1) **Veillées corses**, par Lorenzi de Bradi. Paris, Larousse, s. d. (1930) ; collection : Contes et romans pour tous, n° 14 ; 250 pages.

patriote corse qui organisa la première République démocratique de l'Europe et assura à notre petite patrie une liberté à peu près complète de 1755 à 1768, ces lettres ont celui de constituer un complément important à la correspondance qu'avait publiée, dans le même Bulletin, le docteur Perelli de 1881 à 1894. Toutes les lettres du plus grand homme de la Corse, hormis Napoléon, ne sont pas encore assurément publiées ; M. Costa en détient encore un certain nombre et nous-même en avons un lot respectable que **la Revue de la Corse** éditera peut-être un jour, mais d'ores et déjà on peut, avec celles qui ont vu le jour saisir dans leur ensemble les idées, les projets du premier et dernier président de la République corse, autant que connaître ses déceptions et ses amertumes. M. A. Costa a ainsi rendu un grand service à la Corse et à l'histoire.

La déportation des prêtres italiens en Corse de 1811 à 1814. — Le même fascicule de la Société des Sciences de Bastia reproduit les documents relatifs à la déportation de 274 ecclésiastiques italiens qui avaient, en 1811 refusé de prêter serment de fidélité à l'Empereur, roi d'Italie, et à la constitution de l'Empire. On était à l'époque où Napoléon voulait imposer au pape la réorganisation du collège des cardinaux et y faire prédominer l'élément français, ou il réunissait en dehors du Pontife, détenu à Savone, un concile qui aurait donné à l'Empereur de nouveaux pouvoirs sur le clergé. Des cardinaux, des évêques avaient protesté et les religieux italiens, en particulier, avaient résisté. C'est ainsi que des prêtres et moines de la péninsule furent envoyés en Corse, à Bastia et à Calvi, et enfermés dans un donjon ou dans un couvent. Cet épisode nous était déjà connu par une publication de feu, J. P. Lucciardi, le félibre corse, en 1912, M. A. Costa, à l'aide des pièces qui lui avaient été remises par le R. P. dominicain Hyacinthe Leca de Calenzana, l'a abondamment complétée et nous a surtout donné une description précise des **Carceri et Segrette** du donjon de Bastia, où tant de Corses expièrent, à l'époque du gouvernement génois, le crime d'avoir rêvé la liberté et l'indépendance.

Publications italiennes. — L'activité intellectuelle de nos voisins italiens, relativement à toutes les questions corses, est remarquable. Notre modeste Revue de la Corse aurait de la peine à soutenir la comparaison avec les périodiques abondants, luxueux et richement illustrés de la péninsule. Notre âme d'historien s'en réjouit. Mais pourquoi faut-il que tous ces excellents articles contiennent toujours une note tendancieuse.

Mediterranea (de Cagliari) n'est pas exclusivement consacrée à notre île, mais chaque numéro lui réserve de nombreuses pages. Dans celui de décembre dernier, outre la chronique corse de notre confrère et ami I. Carabin, nous relevons une légende du canton de Venacu, Campo al vecchio, contée par M. Guiseppe Apparone et le récit habituel de Mme Southwell-Colucci : Gatti, une de ces histoires de **streghe** que nos pères aimaient tant à débiter au cours de la veillée. Mme S. C., qui dans ses multiples promenades en Corse a recueilli tant de **staiha-toghii**, apparaît d'ores et déjà comme notre meilleur folkloriste.

Le numéro de janvier publie un article de M. Giuseppe Micheli sur la nécessité d'une enquête linguistique et démologique, ainsi que d'un recueil folkloriste, avant qu'il ne soit trop tard.

L'Archivio storico de Corsica est, lui, entièrement réservé aux études corses. Dirigé par le professeur Givacchino Volpe, le fascicule comprend environ 270 pages, souvent illustrées, dont l'intérêt, inégal sans doute, n'en est pas moins réel pour les érudits corses, qu'on en juge. Le numéro d'avril-juin 1930 est à moitié rempli par une longue étude sur la révolte de Sampieru, après 1559, que l'auteur, M. R. Russo, a renouvelée à l'aide des documents d'archives. M. Ersilio Michel y ajoute : une mission secrète du gouvernement pontifical en Corse en 1831 et 1832, et une bibliographie des documents concernant l'histoire de la Corse qui se trouvent à la bibliothèque nationale de Rome ; M. Rinieri une étude sur Saint Grégoire et les premiers évêques de la Corse. Suivent : des notes sur Sainte Julie et Sainte Dévote, patronnes de la Corse ; une protestation de Napoléon, en 1817, contre son internement à Sainte-Hélène et les mauvais traitements de son géolier Hudson Lowe, communiquée à Sandreschi, Corse établi à Philadelphie et transportée en Europe, à Livourne, par un autre Corse, Astolfi. Bien entendu cette protestation, contenue dans plusieurs lettres adressées à des compatriotes, de l'infortuné prisonnier, ne fut jamais divulguée, car le directeur des postes toscanes la fit disparaître.

Le numéro de juillet-septembre continue l'étude sur la révolte de Sampieru et celle de M. Rivieri sur les évêques de Corse et particulièrement d'Aléria, qui permet à l'auteur de critiquer sévèrement les Notes de monseigneur de la Foata. Mme Southwell-Colucci consacre treize pages et de fort jolies gravures à la biographie du docteur Forsyth Major, savant anglais de vaste culture, qui se passionna pour l'archéologie corse, découvrit et explora de nombreuses grottes et abris sous roche, recueillit un matériel préhistorique de première importance, mais ne publia malheureusement à peu près rien sur ses trouvailles. Plus malheureusement encore, les objets déterrés dans notre sol furent dispersés en Allemagne, en Suisse, en Italie et perdirent ainsi une partie de leur valeur, car dans l'intérêt même des études et des savants qui continueront les recherches de ce préhistorien, mort en 1923, il aurait été préférable que sa collection fut réunie dans un musée corse, où les comparaisons avec d'autres pièces semblables auraient été faciles.

M. E. Michel, infatigable chercheur, nous dévoile, dans le même périodique, les manuscrits possédés par le British Museum sur l'histoire de la Corse tandis que M. Spadoni nous entretient des Corses qui servirent comme militaires dans le Royaume d'Italie de 1800 à 1814, et M. Battistini de ceux qui firent partie de la Légion étrangère en Belgique de 1831 à 1833. Nos compatriotes ne sont-ils pas soldats-nés ?

On voit quelle mine précieuse de renseignements (et nous en passons !) constitue cet Archivio storico di Corsica que le gouvernement italien a créé et subventionné. Etonnons-nous que le gouvernement français se soit ainsi laissé devancer et que faute d'argent (quelle humiliation pour nous !) notre pays n'ait rien à opposer au périodique étranger.

NOUVELLES

en quelques lignes

L'enseignement agricole. — Une loi du 2 août 1918 avait essayé de créer l'enseignement agricole post-scolaire, mais elle n'a pas, en Corse, reçu jusqu'ici d'application. Les ministères intéressés ont enfin pensé qu'il y avait lieu de tenter quelque chose. Sur leur désir, le Vice-recteur a envoyé à tous les instituteurs une circulaire où il fait appel à leur dévouement et à leur patriotisme afin d'organiser un cours de deux années, comportant cinquante leçons. On organiserait des champs de démonstration, des visites de fermes et des exercices d'application. La Direction départementale des services agricoles préparerait nos maîtres à leur nouvel apostolat. Ce dernier mot n'est pas trop fort. Pour nous qui plaçons au premier rang de nos préoccupations la défense et l'extension de l'agriculture en Corse, nous estimons que l'enseignement agricole donné par les instituteurs, plus qualifiés que tous autres, est de nature à guérir nos maux. La production s'accroîtrait et avec elle l'exportation. Les denrées qui nous viennent du continent à des prix élevés seraient produites dans l'île et nous serions à même de donner aux touristes, que nous sollicitons, une nourriture plus abondante. Enfin en répandant le goût de l'agriculture parmi nos enfants, nous les retiendrons peut-être dans notre pays. On voit tout le bien, qui, dans tous les domaines, en résultera pour la Corse et sa population. Réjouissons-nous donc que, pour la rentrée d'octobre 1931, le ministre ait prévu trente cours d'adultes et souhaitons que notre vice-recteur, à qui le concours des instituteurs ne manquera certes pas, fasse preuve d'une grande persévérance.

Le port de Bastia. — Voici quelques statistiques publiées par les journaux. Aux entrées et aux sorties, le nombre des navires a été de 1448 en 1929 et de 1527 en 1930. Le tonnage a également augmenté de 111.000 tonnes environ. Le poids des marchandises évalué à 117.279 tonnes est passé à 125.700 en 1930. Enfin le nombre des voyageurs arrivés et sortis avait été de 87.453 en 1929, mais il arriva à 92.838 l'an dernier. L'activité du port est incontestablement en progrès, mais pour que celui-ci continue il serait désirable d'accélérer les travaux en cours : prolongement du quai et renforcement de la jetée Saint-Nicolas, approfondissement du lassin et construction d'un brise-lames.

Nos services maritimes. — Nous avions dans un numéro précédent relaté le vœu émis par les Corses de Toulon tendant à obtenir la création d'un service rapide et fréquent entre Toulon et la Corse. Ce vœu a obtenu les honneurs d'une discussion à la Chambre des députés au début de février. Nous ne transcrivons pas ici, faute de place, le long discours d'un député, M. Berthon, au sujet de nos transports maritimes (nos lecteurs pourront se reporter à l'Officiel) mais nous citerons les extraits suivants, qui montreront que nos représentants ne se désintéressent pas de la situation.

« Le régime des conventions, qui est appliqué aux transports maritimes pour la Corse, présente les inconvénients du monopole et n'en offre pas les avantages.... L'exploitation des lignes dont le caractère national est indiscutable, ne doit pas être soumise à l'exploitation privée.... Un ordre du jour des Corses de Toulon s'élève contre une objection de l'administration : un service de Toulon à Ajaccio ou à Bastia ne payera pas. Je réponds : nous n'avons pas à nous préoccuper de savoir si un service public paye ou ne paye pas. Quand un facteur est obligé, pour porter une lettre dans un hameau éloigné, quelquefois plusieurs fois par semaine, de faire cinq à six kilomètres, la taxe de 0,50 paye-t-elle les frais qu'entraîne son déplacement ? Il doit en être de même pour toutes les routes, qu'elles soient terrestres ou maritimes. C'est pour toutes les entreprises d'ordre général une question de principe, une question d'intérêt général ».

C'est la thèse que nous avons toujours soutenue ici et nous sommes heureux de la voir reprise par un député qui, n'étant pas Corse, peut avoir plus d'autorité auprès de nos législateurs. Espérons que cette thèse sera défendue à nouveau et qu'elle triomphera un jour.

Les constructions scolaires. — Qui de nous n'a pas été souvent frappé par les misérables locaux dans lesquels nos instituteurs sont obligés de donner leur enseignement et les enfants réunis pour le recevoir. Espace mesuré, lumière raréfiée, matériel insuffisant. Il n'y a donc pas de question plus urgente à résoudre que celle de la construction des écoles. Un grand effort a déjà été accompli à ce sujet, mais il reste beaucoup à faire. On doit donc se réjouir d'apprendre que les Chambres ont décidé d'affecter une importante dotation à la construction des groupes scolaires. Le Conseil général, sur le rapport du préfet, a même consenti à avancer aux communes la somme nécessaire. En 1930, les prêts consentis se sont élevés à 1.600.000 frs. En 1931, ils seront de 800.000 frs qui nécessiteront un impôt supplémentaire de 7 centimes et demi pendant une période de vingt ans. Qui oserait prétendre que de telles dépenses ne sont pas légitimes et que l'argent du contribuable sera mal employé !

Voici ce qu'écrivait récemment le vice-recteur de la Corse : « La situation matérielle de nos écoles, source principale des maux dont souffre notre enseignement, la lenteur des progrès accomplis dans ce domaine (à ce rythme dans cinq siècles nos enfants n'auront pas les écoles auxquelles ils auront pourtant droit), la conviction que dans l'état actuel de la législation et des règlements on ne peut guère espérer que la situation s'améliore..... ne sont pas sans inquiéter lourdement ceux qui aiment vraiment l'école et qui sentent la grandeur de sa mission, ceux qui ont la conviction profonde que le relèvement de la Corse est, au premier chef, une œuvre d'éducation et que rien de solide ne sera fait pour le développement de l'île sans le concours d'une école rurale prospère et forte. »

Simple rapprochement. — La Revue de la Corse s'est gardée jusqu'ici d'aviver la polémique que des journaux français (nous entendons par là ceux du continent comme de l'île) ont engagée avec certains journaux de la péninsule voisine. Son impartialité ne signifie pas qu'elle ignore les prétentions de ces derniers sur « l'italianité de la Corse » ou qu'elle les approuve. Nos sentiments

sont trop connus pour être encore une fois exposés ici. Mais nous croyons tenu de mettre sous les yeux de nos lecteurs la virulente déclaration d'un journal italien et la réponse qui lui fut indirectement faite par le Sénat lui-même.

Le **Telegrafo**, de Livourne, qui consacre chaque semaine une page à notre île, publiait vers la fin de l'année 1930 un article dont voici un extrait :

« La Corse est italienne, la Corse est une des plus pures, des plus authentiques, des plus nobles terres d'Italie. L'Italie ne sera pas véritablement unifiée tant qu'elle n'aura pas la Corse. La Corse, c'est l'Italie, et la France a dû la conquérir par la violence et la corruption. Aujourd'hui qu'elle la tient en son pouvoir, elle possède une terre étrangère. La Corse, c'est un morceau d'Italie, et c'est pourquoi la France la traite, non pas en mère, mais en marâtre, et, en continuant à la posséder, elle foule aux pieds tous les principes les plus élémentaires de nationalité, de droit, proclamés par elle dans les immortels (ah combien !) principes de 1789.

La Corse est un morceau d'Italie, et c'est pourquoi l'Italie, en la réclamant, ne fait que son devoir. Elle ne fait pas de l'impérialisme fasciste, mais simplement de l'irrédentisme national et libéral. La Corse est italienne, et c'est pourquoi, conformément aux lois fatales de l'histoire, elle appartiendra fatalement un jour à l'Etat dont font partie tous les Italiens. »

Au début de cette année, la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, réunie sous la présidence de M. Victor Bérard, entendit un exposé de M. Maurice Ordinaire sur le « nouvel irrédentisme » de certains Italiens et communiqua ensuite à la presse la déclaration suivante :

« M. Maurice Ordinaire a donné les précisions les plus complètes sur les agitations italiennes dans divers pays méditerranéens, notamment dans l'Afrique du Nord et en Corse. Ces agitations ont pour but, semble-t-il, de constituer un « dossier de revendications irrédentistes », pour des buts lointains et encore imprécis. Les populations ne sont aucunement sensibles à cette prédication qui s'exerce de nombreuses façons.

« M. Maurice Ordinaire s'est étendu surtout sur les campagnes faites en Corse par une presse italo-corse qui s'efforce de dépeindre l'état économique, social et sentimental de la grande île, sous le jour le plus noir.

« La collection du **Telegrafo** n'est qu'une suite d'injures et d'inexactitudes des plus grossières ; au nom de l'irrédentisme national et libéral, une organisation officielle, installée à Livourne, réclame la restitution de la Corse à l'Italie. En Corse, une organisation affiliée assure la réédition des articles italiens que notre censure interdit.

« La Corse entière reste sourde, sauf quelques individus à la solde étrangère.

« Des réactions violentes ont accueilli les entreprises livournaises.

« Tous ceux qui désirent ardemment le rétablissement complet de l'amitié franco-italienne se demandent ce qui peut être utilement tenté, tant que dureront pareilles campagnes de nos voisins. »

Agences P.L.M. de tourisme en Corse. — La Compagnie P.L.M. est ouverte, en Corse, où fonctionnent sous son contrôle des services d'autocars, trois agences de tourisme.

Deux à Ajaccio : l'une sur le quai du port, dans les bureaux de la Compagnie de Navigation Fraissinet, qui est ouverte tous les jours de départ du courrier, l'autre au centre de la ville, 1, cours Grandval, ouverte les autres jours de la semaine, sauf le dimanche.

La troisième à Bastia, place Saint-Nicolas, ouverte en permanence, sauf le dimanche.

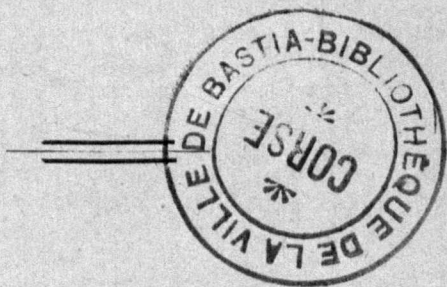
Les voyageurs en provenance ou à destination du continent trouvent dans ces agences les renseignements qui leur sont nécessaires au cours de leur déplacement.

Ils peuvent y obtenir, sans augmentation de prix :

1° — des billets directs (paquebots et chemins de fer) pour les principales gares du réseau P.L.M. ;

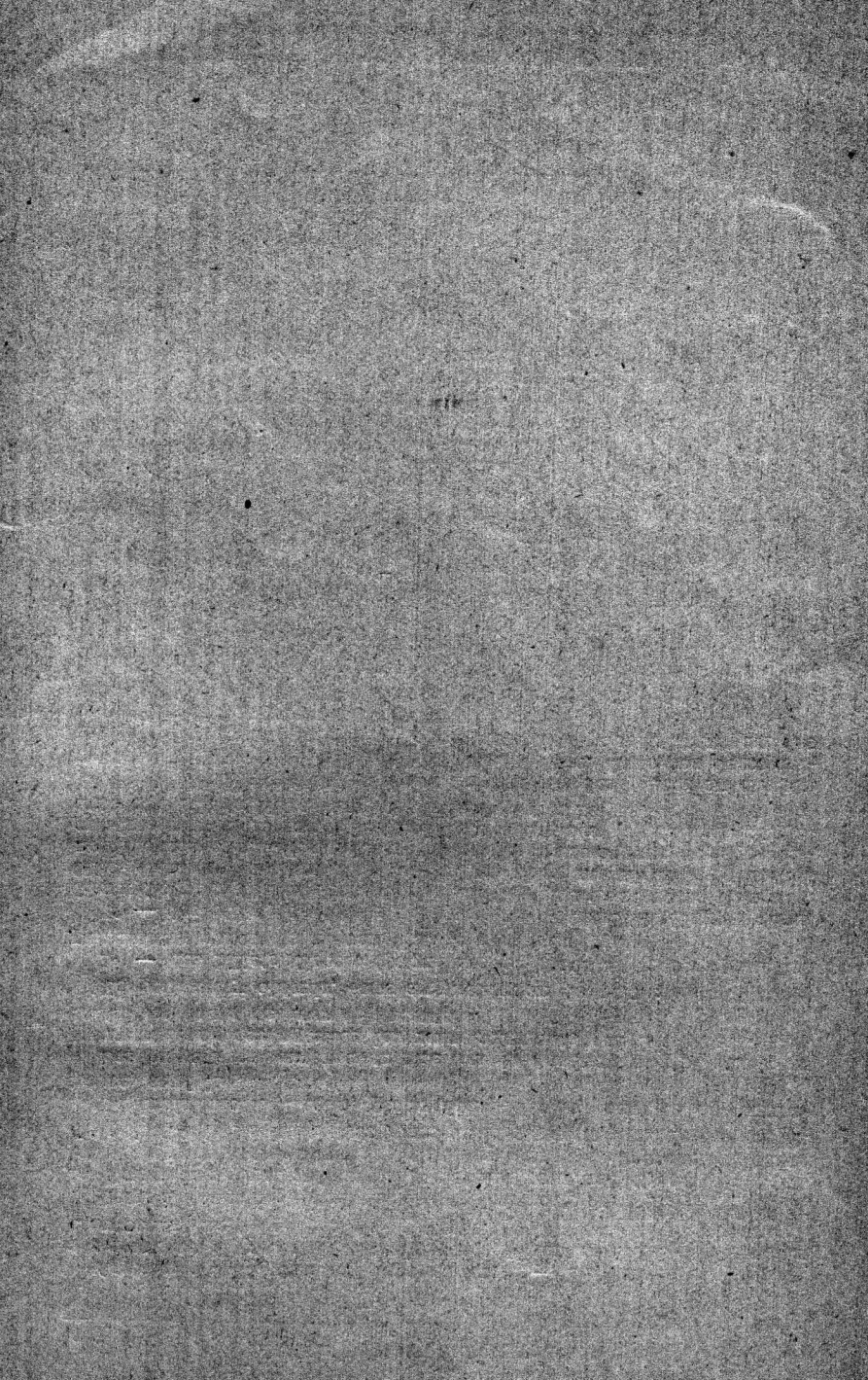
2° — des billets de toutes catégories au départ de Nice, Toulon, Marseille pour toutes destinations sur les grands réseaux français : billets simples, d'aller et retour, billets pour membres des familles nombreuses et mutilés, billets de famille, billets pour voyages circulaires sur le réseau P.L.M., billets combinés (chemin de fer et autocar), billets franco-anglais, billets franco-belges.

Ces bureaux assurent, en outre, la location des places en chemin de fer, au départ de Toulon, Marseille et Nice. Dans ces deux dernières villes fonctionne un service automobile pour le transport des voyageurs et des bagages du port à la gare.



Le Directeur Gérant,

A. AMBROSI.



CHEZ VOUS

Jeunes gens, jeunes filles, adultes, il est facile de préparer
rapidement et par **CORRESPONDANCE**

Sous la direction de Professeurs spécialisés
ou de Professeurs agrégés des Lycées de Paris

- 1° les examens de l'enseignement primaire, primaire supérieur et secondaire, (certificats, brevets élémentaire et supérieur, baccalauréats ancien et nouveau régime, école coloniale, écoles d'agriculture, etc.), préparation partielle ou complète.
- 2° toute situation commerciale, financière et industrielle (alder-comptable, teneur de livres, caissier-comptable, correspondancier en langue française ou étrangère, sténo-dactylographe, dessinateur-industriel, etc., etc.)
- 3° tous les concours administratifs : (ministères, chemins de fer, Banques, Postes et Télégraphes, douanes, préfectures départementales, préfectures de police et de la Seine, inspection du travail, caisse des dépôts, contributions directes, Assistance publique, Trésoreries générales (France et colonies), Octroi de Paris, Société du Gaz, etc., etc.)
- 4° les carrières militaires suivantes : de l'armée active (peloton des élèves officiers de réserve E.O.R., Ecoles de sous-officiers, Ecoles d'Officiers de Saint-Maixent, Saumur, Poitiers, Versailles, et de Gendarmerie, Adjudants d'administration du génie, agents et sous-agents militaires ;
de l'armée de réserve (attachés d'intendance, sous-lieutenants d'administration du service de l'Intendance et du service de Santé). Devoirs corrigés par des militaires.

Détachez cette page de la Revue et envoyez-la sous enveloppe affranchie, avec votre nom et votre adresse, en soulignant l'indication de l'examen que vous désirez préparer,

à l'ÉCOLE FIGIER, 53, Rue de Rivoli, Paris (1^{re})

Vous recevrez aussitôt, sans engagement et sans frais,
le programme et tous les renseignements

“Damiani”

LE DÉLICIEUX VIN DU CAP CORSE AU QUINQUINA

Rouge ou blanc 18°

- BASTIA** : siège social et maison principale.
- PARIS** : bureaux et magasins d'exposition :
139. F^g Poissonnière (Trudaine 36-97).
- LYON** : dépôt, 70, Cours Lafayette.
- MARSEILLE** : 7, Impasse des Peupliers (Prado).
- EXPORTATION** : dans l'Univers entier.

VRAIE MARQUE

ÉTABLISSEMENTS VINCENTELLI S. A. ANVERS (BELGIQUE)



Fabricants et Fournisseurs Généraux
DE MATIÈRES PREMIÈRES
pour la PATISSERIE, la BISCUITERIE
et la BOULANGERIE FINE

SPÉCIALITÉ :
TOUS LES FRUITS CONFITS SANS EXCEPTION

TÉLÉGRAMMES : VINCENTELLI ANVERS

Codes A. B. C. 5th et 6th Ed.

Pour la publicité, s'adresser exclusivement à

M. A. F. VINCENTELLI

177, Rue Lozane, ANVERS (Belgique)

LA VOLONTÉ NATIONALE

Journal Bonapartiste

11, Rue Newton, — PARIS (XVI^e)

BANQUE DE LA CORSE

ALTIERI & NAPOLEONI

15, Place Saint-Nicolas et 41 bis, Bd Paoli, à BASTIA

Principales Opérations de la Banque

Escompte et recouvrement du papier de commerce — Comptes de chèques — Compte de dépôts à préavis et à échéances — Lettres de crédit — Opérations de change — Ordres de Bourse — Souscriptions — Opérations sur titres — Garde de titres — Prêts sur titres — Encaissement de tous coupons — Garantie contre le risque de remboursement au pair et la non-vérification de tirages — Renseignements financiers, industriels et commerciaux — Surveillance de portefeuilles, etc., etc.

LOCATION DE COFFRES-FORTS

Compartiments depuis 30 francs par an

LE

“Cap Corse”

APÉRITIF

est une création de

L. N. MATTEI

*Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur du Mérite Agricole*

Maison fondée en 1872

LA GRANDE MARQUE CORSE

Le seul devant être servi à la demande :

Un “CAP”

Un “CAP CORSE”

Un “MATTEI”

Appellations déposées conformément aux lois

— Exiger la marque et l'étiquette rouge —

OUVRAGES RECOMMANDÉS

VIENNENT DE PARAÎTRE :

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE DE LA CORSE, par A. Ambrosi-R.; brochure in-8° de 90 pages et 43 photogravures. Etude des particularités géographiques de l'île. (Prix franco : 8 francs).

La demander à l'auteur, 9, Place du Général-Beuret Paris (XV°).

Nous signalons à nos lecteurs, que ce livre pourrait intéresser, la publication de notre manuel d'histoire et des institutions de Rome par la librairie Hatier, 8, rue d'Assas, Paris VI°. Ils y trouveront de fréquentes allusions à notre civilisation corse. Les centaines de reproductions photographiques de monuments romains et d'objets possédés par les divers musées d'Europe font de ce volume de 548 pages un véritable album. Prix 19 francs, broché ; 22 fr. relié.

OUVRAGE RECOMMANDÉ

Histoire de la Corse, par A. Ambrosi-R., in-12 de 160 pages et 63 gravures, spécialement rédigée pour les élèves des écoles primaires.

Chez l'auteur, même adresse que ci-dessus, ou chez l'éditeur Jansson, successeur de Piaggi, à Bastia. Prix : 5 francs (6 francs franco).

**PRIÈRE INSTANTE AUX ABONNÉS DE SIGNALER AU DIRECTEUR
LEURS CHANGEMENTS D'ADRESSE ET DE RESIDENCE**

**POUR ALLER EN CORSE,
LA TRAVERSEE LA PLUS COURTE SE FAIT PAR NICE**

Les meilleurs paquebots de la Compagnie Fraissinet effectuent quatre fois par semaine (mardi, mercredi, vendredi et dimanche) la traversée de Nice en Corse dans l'après-midi.

Trois de ces traversées mettent la Corse à 24 heures de Paris. En effet, les voyageurs partis de Paris, le lundi, le mardi ou le samedi, à 17 h. 05, par le train 15, formé de voitures de 1^{re} et de 2^e classes, de voitures de luxe, de Pullmann et d'un wagon-restaurant, arrivent en gare de Nice à 10 h. 30 le lendemain : ils y trouvent un autobus qui les conduit au port d'où le paquebot, partant à midi, les dépose en Corse le soir même.

Des traversées rapides de jour sont également assurées au retour de Corse. Elles ont lieu le mardi (départ de Calvi à 14 h., arrivée à Nice à 21 h.) et le jeudi (départ d'Ile Rousse à 14 h., arrivée à Nice à 20 h. 15).

**BUREAU OFFICIEL DES GRANDS RESEAUX FRANÇAIS
MAISON DU TOURISME**

Les voyageurs trouvent au Bureau Officiel des Grands Réseaux français installé à la Maison du Tourisme, 53, avenue George V, à Paris, tous renseignements utiles en vue de leurs déplacements.

Ils peuvent y obtenir les billets de toutes catégories qui leur sont nécessaires (chemins de fer et autocars) et y louer à l'avance places de luxe, places de 1^{re}, 2^e ou de 3^e classes.

